UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Impact soco-économique de la croissance démographique au Burundi. Cas de la commune Gashikanwa,de 1979 à nos jours

NIYONGABO, Arstide; Sous la direction de : Professeur Alexandre HATUNGIMANA

2012

UB, Faculté des lettres et sciences humaines

https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1159

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE AU BURUNDI : CAS DE LA COMMUNE GASHIKANWA, DE 1979 A NOS JOURS.

Par

Aristide NIYONGABO

Sous la direction de :

Professeur Alexandre HATUNGIMANA

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Histoire.

Option : Science politique

Bujumbura, septembre 2012

A mes parents ;

A mon épouse ;

A mes frères et sœurs ;

A tous ceux qui me sont chers ;

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, il nous est agréable d'exprimer nos vifs sentiments de gratitude envers toute personne physique ou morale qui, de près ou de loin, a contribué à sa réalisation.

Nos sincères remerciements s'adressent à tous les enseignants qui, de l'école primaire à l'Université, ont assuré notre formation.

Notre profonde reconnaissance est adressée plus particulièrement au Professeur Alexandre HATUNGIMANA qui, en dépit de ses nombreuses responsabilités, a accepté la direction de ce travail. Ses remarques et ses orientations scientifiques ont été d'une très grande utilité.

Enfin, que nos parents, frères et sœurs par qui nous devrions commencer, ainsi que nos amis trouvent dans ce travail la récompense des encouragements, attachements et soutien, tant moraux que matériels, dont ils nous ont témoigné durant les moments de notre vie.

Aristide NIYONGABO.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

B.C.R. : Bureau Central de Recensement
D.A.E.S.I. : Département des Affaires Economiques et Sociales Internationales
D.P.A.E. : Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
éd. : édition
Fbu :Francs burundais
F.N.U.A.P : Fonds des Nations Unies pour la Population
ha : hectare
hab. : habitant
I.S.A.BU : Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
I.S.C.A.M : Institut Supérieur des Cadres Militaires
ISTEEBU : Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
km² : kilomètre carré
mém : mémoire
n° : numéro
n°s : numéros
Op. Cit. : Opera Citato= Œuvre déjà citée
p. : page
P.U.F : Presses Universitaires de France
P.U.Z : Presses Universitaires du Zaïre
R.D.C : République Démocratique du Congo
R.G.P : Recensement Général de la Population
R.G.P.H : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
S/Dir. : Sous la direction de
T : Tableau
U.B : Université du Burundi
U.PRO.NA : Union pour le Progrès National
Vol. : Volume
% : pourcentage.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Evolution numérique des entités régionales et locales depuis 1960 et les titres des autorités.....10

Tableau n°2 : Entités administratives en commune Gashikanwa 11

Tableau n°3 : Les dix premières grandes recettes.....19

Tableau n° 4 : données de superficies et de population de certaines collines de recensement de la commune Gashikanwa en 1979 et en 1990 28

Tableau n° 5 : Répartition d'après les trois recensements de 1979, 1990 et 2008.....30

Tableau n° 6 ; Evolution de la composition de la population par sexe de 1990 à 2009. 36

Tableau n° 7 : Composition de la population de Gashikanwa par groupes d'âge et par sexe en 2009. 38

Tableau n° 8 : Composition par grands groupes d'âges. 39

Tableau n° 9 : Fréquence de nuptialité des célibataires selon les classes d'âges et le sexe en 2010. 43

Tableau n°10 : Evolution de la natalité par rapport à la mortalité en commune Gashikanwa 46

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude 4

Figure 2 : Subdivision administrative de la zone d'étude 14

Figure 3 : Représentation graphique de l'évolution de la répartition des densités de population par colline de recensement 32

Figure 4 : Pyramide des âges de la population de Gashikanwa en 2009. 40

Figure 5 : Evolution de la natalité par rapport à la mortalité de 2000 à 2010 47

TABLE DES MATIERES

DEDICACE i

REMERCIEMENTS ii

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS iii

LISTE DES TABLEAUX iv

TABLE DES MATIERES v

INTRODUCTION GENERALE 1

1. Choix et intérêt du sujet 1

2. Problématique 2

3. Délimitation du sujet 2

3.1. Délimitation spatiale 2

3.2.Délimitation chronologique 2

4.Méthode de travail 3

5. Difficultés rencontrées 3

6. Articulations du sujet 4

CHAPITRE I : LA GEO-HISTOIRE DE LA COMMUNE GASHIKANWA 6

Introduction 6

I.1. Aspects géographiques de la Commune 6

I.1.1. Le relief 7

I.1.2. Le climat et le sol 7

I.2. Evolution historique de la Commune 8

I.2.1. L'organisation territoriale et administrative du Burundi avant la naissance des Communes 8

I.2.2. La création de la Commune 8

.2.3. La réorganisation communale de 1965 9

.2.4. La réforme de 1982 9

.3. Ressources économiques de laCommune 15

.3.1. Les produits de la terre 15

.3.1.1. Les produits vivriers 16

.3.1.1.1.Les principaux produits vivriers 16

.3.1.1.2. Les cultures maraîchères 17

.3.1.1.3. Les cultures fruitières 17

.3.1.2. Les cultures de rente 18

.3.2. L'élevage 19

.3.3.L'artisanat et l'industrie 19

.3.4. Le commerce et les services 19

.3.5. Situation des recettes communales en 2005 20

Conclusion du chapitre 21

CHAPITRE II : GASHIKANWA ET SES ASPECTS DEMOGRAPHIQUES 22

II.1. Cadre conceptuel et théorique 22

II.1.1. Concept « démographie » et méthodes de la science démographique 22

II.1.2. Histoire démographique 23

II.2.Effectif et répartition spatiale de la population de la Commune Gashikanwa 26

II. 2. 1. Effectifs de la population d'après les recensements généraux de la population réalisée depuis 1979 26

II .2 .1. 1. Effectifs de la population d'après le recensement général de 1979 27

II. 2. 1. 2 . Effectifs de la population d'après le recensement général de 1990 27

II.2.1.3. Effectifs de la population d'après le recensement général de 2008 30

II. 2. 2. Répartition de la population par colline de recensement et densités 31

III. 2. 3. Evolution de la répartition de la population..... 33

II. 3. Composition de la population 34

II. 3. 1. Composition de la population par sexe 35

II. 3. 2.Composition de la population par âge..... 38

II.3 .3. Composition socio-professionnelle 41

II. 4. Dynamique de la population 42

II. 4. 1. Nuptialité..... 42

II.4.2. Fécondité 45

Conclusion du chapitre 48

CHAPITRE III : LES EFFETS DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE SUR LA VIE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA POPULATION..... 49

Introduction..... 49

III.1.Défis majeurs de la croissance de la population 49

III.1.1.L'exiguïté des terres..... 50

III.1.2.Les conflits fonciers..... 51

III.1.3.Le problème de survie des familles 53

III.1.4.L'entrave à la politique nationale d'éducation 55

III.1.4.1.L'importance de l'instruction 55

III.1.4.2.Le poids de la croissance démographique sur la scolarisation 57

III.1.5.L'entrave à la santé pour tous 58

III.2.Attitudes de la population face aux contraintes socio-économiques 60

III.2.1.L'émigration 61

III.2.2.L'exode rural..... 62

III.2.3.L'apparition de nouveaux métiers : exemple du taxi-vélo 64

III.3.Critiques et perspectives 66

Conclusion du chapitre 70

CONCLUSION GENERALE 71

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 74

ANNEXE :LISTE DES PERSONNES ENQUETTEES 79

INTRODUCTION GENERALE

La situation démographique et la vie socio-économique des populations constituent une question importante face à laquelle réagissent actuellement la plupart des pays du monde. Certains pays ont de grands espaces inhabités, d'autres sont moyennement peuplés, tandis que d'autres encore sont surpeuplés.

Le Burundi se place parmi les pays les plus peuplés. Se situant en Afrique orientale où les densités de population sont très élevées, notre pays connaissait en 2005 une moyenne de plus de 260 habitants au km^2.[1]Parmi les zones les plus peuplées, nous notons la région de Buyenzi. Cette région qui comprend la province actuelle de Ngozi et une partie de Kayanza a été choisie pour y réaliser notre projet de fin d'études intitulé : « IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE AU BURUNDI : CAS DE LA COMMUNE GASHIKANWA, DE 1979 A NOS JOURS ». La Commune Gashikanwa qui intéresse notre étude fait en effet partie de la province de Ngozi.

1. Choix et intérêt du sujet

Les raisons du choix d'un tel sujet sont multiples. D'abord c'est un sujet d'actualité, étant donné qu'actuellement les problèmes de la population sont une préoccupation majeure pour la quasi-totalité des Etats du globe. L'exemple est celui de la conférence mondiale sur la population qui a eu lieu en 1994 au Caire en Egypte (il y en a eu d'autres)[2]. Cette dernière visait la maîtrise de l'accroissement démographique, surtout en Afrique.

Ensuite, Gashikanwa fait partie d'une région de plateaux et de climat favorable à la vie humaine et, de ce fait, connaît aujourd'hui beaucoup de problèmes posés par le surpeuplement par rapport à d'autres régions.

---

[1] Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction, Estimation de la population burundaise de 1990 à 2003, p.14.

[2] ROLLET, C., Introduction à la démographie, 2ème édition, Paris, Armand Colin, 2006,p.14.

Enfin, étant natif de la commune étudiée, nous avons voulu travailler sur une région dont nous sommes supposé connaître les localités, mais aussi certaines réalités. Cela réduirait, nous le croyons, les difficultés lors de la réalisation d'enquête. Qui plus est, peu d'études ont été faites sur cette commune.

Nous aimerions ainsi contribuer à la connaissance de ses réalités actuelles sur le plan démographique et les difficultés socio-économiques sous-jacentes.

2. Problématique

Au cours de nos travaux, nous voudrions apporter des réponses aux questions suivantes : la Commune Gashikanwa appartient-elle aux communes les plus peuplées du Burundi ? Si oui, quelles difficultés rencontre-t-elle face à son surpeuplement? Comment s'adapte la population à cette situation ? Y aurait-il des efforts consentis pour relever, sinon réduire ces défis ? Voilà notre préoccupation durant notre analyse.

3. Délimitation du sujet

3.1. Délimitation spatiale

Rappelons que la Commune Gashikanwa est l'une des Communes de la province Ngozi au Nord du Burundi. Au Nord de cette Commune se situe la Commune Nyamurenza, au Nord-Est Kiremba, à l'Est Tangara, au Sud-Est Ruhororo, au Nord-Ouest Mwumba, à l'Ouest et au Sud-Ouest, Ngozi. Toutes ces Communes limitrophes de Gashikanwa sont de la province Ngozi.

3.2.Délimitation chronologique

Notre étude s'étend sur une période allant de 1979 à nos jours. Nous avons choisi comme borne inférieure l'année 1979, année de premier recensement général de la population et de l'habitat qui constitue une source importante pour constater l'évolution des effectifs des populations en comparant les résultats à ceux des enquêtes ultérieures et des recensements généraux de 1990 et de 2008. Ces documents nous ont

ıidé à connaître le rapport entre la croissance de la population et l'évolution des ·essources disponibles. Le phénomène démographique étant une question à laquelle le 3urundi fait toujours face, la borne supérieure correspond à nos jours, c'est-à-dire en 2012.

4.Méthode de travail

Au cours de notre travail, nous nous sommes d'abord servi des sources écrites telles que les ouvrages généraux, les mémoires et thèses, les annuaires, les registres et ·apports annuels et mensuels de l'Etat-civil et les publications du Ministère du Plan. Nous avons également utilisé les données des recensements généraux réalisés ·espectivement en 1979, en 1990 et en 2008, ainsi que d'autres enquêtes démographiques menées dans le cadre du Burundi en général, et de la zone d'étude, en particulier.

Nous avons ensuite traité des informations recueillies au cours des enquêtes orales que ıous avons menées auprès de la population et des autorités de l'administration communale, dont la liste est annexée à ce mémoire.

5. Difficultés rencontrées

Lors de notre recherche, bien que l'accession à certains documents nous ait été facile, les difficultés n'ont pas manqué. Il y a des données qui nous auraient été utiles, mais que, jusqu'à maintenant, nous n'avons pas trouvées. Il s'agit par exemple des données sur les effectifs des émigrés. D'autres étaient des données à l'état brut et qui nous ont pris beaucoup de temps de traitement avant de les utiliser. Malgré toutes ces difficultés, nous avons tout fait pour nous en sortir en nous servant du peu de données qui étaient à notre disposition.

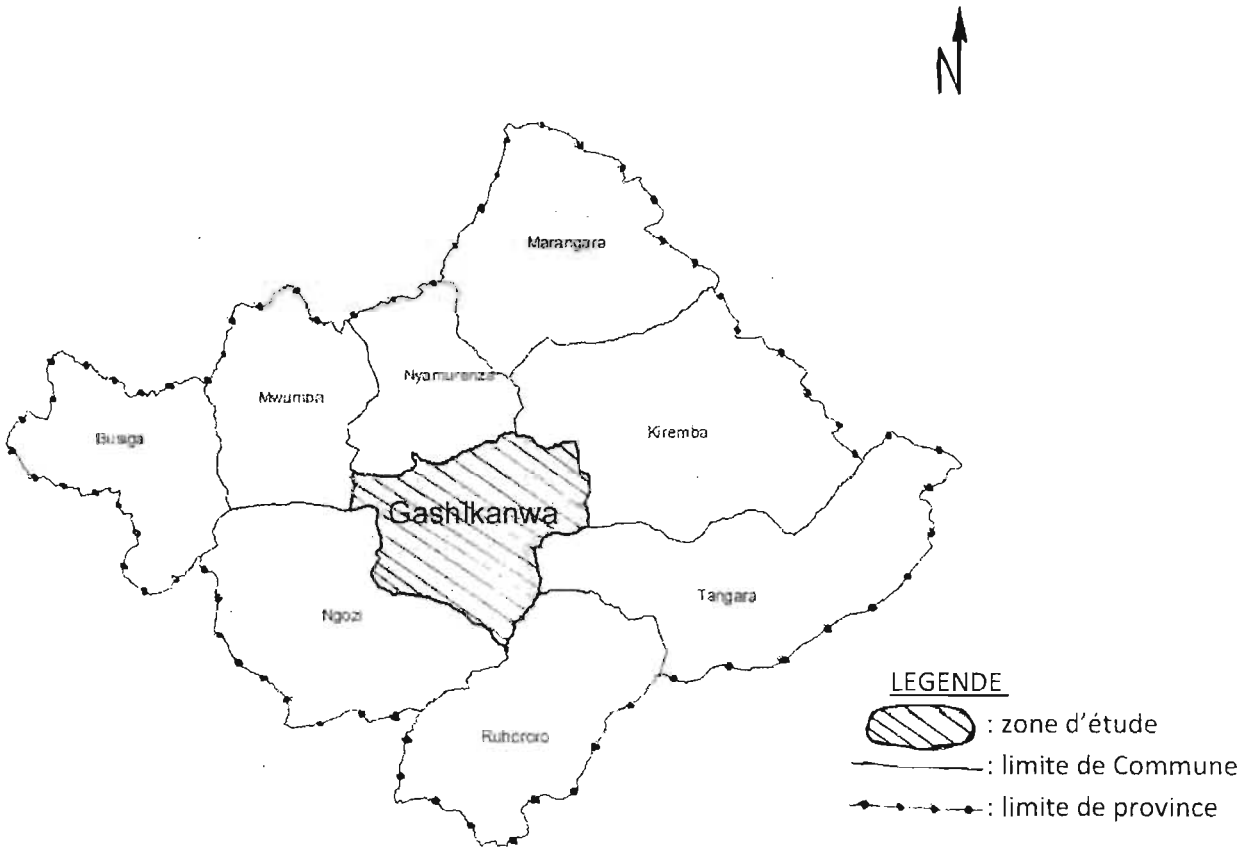
5. Articulations du sujet

Le travail s'articule sur trois grands chapitres.Le premier porte sur la géo-histoire de la Commune Gashikanwa.

Le second attache l'importance sur les aspects démographiques du Burundi en général et de la zone d'étude en particulier.

Le troisième met en évidence les effets du surpeuplement sur la vie socio-économique de la Commune étudiée. Il revient également sur les efforts consentis pour relever les défis de ce surpeuplement, avant la conclusion générale.

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude



rce : République du Burundi : Ministère de la planification du développement et de la onstruction nationale, monographies communales, 2006 .

CHAPITRE I : LA GEO-HISTOIRE DE LA COMMUNE GASHIKANWA

Introduction

Le milieu naturel d'une région présente des caractéristiques qui varient en fonction de ce milieu. De même, tout territoire donné connaît une évolution, qu'elle soit spatiale ou historique. Il s'agit d'un ensemble de mutations qui s'opèrent dans le temps et dans l'espace et dans divers domaines.

Le Burundi est un pays subdivisé en régions « naturelles » qui présentent chacune des traits physiques particuliers. Comme ailleurs, c'est souvent le milieu naturel de chaque région qui conditionne l'occupation humaine. Aussi notre pays a subi depuis des décennies des transformations sur le plan de l'organisation politique et administrative[1], ce qui ne manquait pas de répercutions sur les domaines socio-économique, historique et même démographique tant au niveau national que régional. C'est le cas de Gashikanwa qui nous intéresse présentement.

I.1. Aspects géographiques de la Commune

Selon BEAUJEU-GARNIER, le milieu naturel joue un rôle prépondérant dans l'occupation humaine. *« Il semblerait logique que le milieu naturel avec sa puissance massive, parfois redoutable, joue un rôle quasi déterminant sur la répartition des hommes*[2] ». Nous avons donc intérêt à intégrer dans notre recherche le domaine géographique.

---

[1] Voir GAHAMA, J., « L'organisation territoriale du Burundi », syllabus de cours, 1ère Licence Histoire, U.B, 1991.
[2] BEAUJEU-GARNIER, J., Géographie de la population. Paris, Genin, 1965. Vol.1, p.12.

I.1.1. Le relief

La Commune de Gashikanwa fait partie de l'ensemble des plateaux centraux dont les altitudes varient entre 1500 et 2000 m[1]. Les collines périphériques sont en général basses avec de faibles pentes. Le centre est fait d'une altitude un peu élevée et une partie formée par une longue vallée se prolonge jusqu'au Nord-Est dans la Commune de Kiremba.

Notre zone d'étude est située entre 29°45' et 30° de longitude Est et entre 2°45' et 3° de latitude Sud[2].

I.1.2. Le climat et le sol

Un espace territorial présente des traits climatiques semblables à ceux d'une région dont il fait partie[3]. Ainsi, Gashikanwa étant située dans la région des hauts plateaux centraux, connaît un climat tropical humide atténué dont les caractéristiques sont les précipitations abondantes comprises entre 1400 mm et 1600 mm, une saison sèche atteignant trois à quatre mois et une température moyenne annuelle de 17°c à 19°c[4].

Ce climat est favorable et les sols y sont, de manière générale, fertiles. Ceci explique en partie la très forte densité de la population de la commune, estimée en 1990 à 284 habitants au km^2.[5] Elle est passée à 409 habitants au Km^2 en 2009, la moyenne nationale étant de 310 habitants au km^2 la même année[6]. De plus, les grandes rivières qui séparent la zone d'étude des Communes limitrophes, tels que Nyamuswaga, Nyakijima et Nkaka sont d'une grande importance sur le plan agricole. Elles traversent de larges vallées exploitées par la population et qui contribuent beaucoup dans la production variée. Ces zones marécageuses sont une alternative crédible face à la pénurie des terres sur les collines.

---

[1] BAZOMBANZA, P., Evolution socio-économique du territoire de Ngozi de 1940 à 1945, Mém., Bujumbura, U.B, 1988, p.8.
[2] Atlas du Burundi, Planche 6.
[3] LAVEDAN, P., Géographie des villes, Nouvelle édition, Paris, Gallimard, 1959, p 63.
[4] Atlas du Burundi, planche 6.
[5] BERGEN, D. W., Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi : données de superficie et de population par colline de recensement, Bujumbura, ISABU, 1992, p 30.
[6] Ministère du plan et du développement communal, ISTEEBU, Annuaire statistique du Burundi 2009, n° 74, Bujumbura, juillet 2011.

.2. Evolution historique de la Commune

.2.1. L'organisation territoriale et administrative du Burundi avant la naissance des Communes

Depuis la période coloniale belge, le Burundi a connu une série de divisions et de changements au niveau territorial et administratif. En 1954, le Burundi fut divisé en 9 territoires à savoir Gitega, Bujumbura, Bubanza, Bururi, Muramvya, Muyinga, Ngozi, Ruyigi et Rutana. Ces territoires avaient chacun à sa tête un administrateur territorial secondé par des agents coloniaux. Les territoires étaient divisés en chefferies avec chacune à sa tête un chef nommé par le Mwami. En 1957, les chefferies furent regroupées et divisées à leur tour en sous-chefferies ayant chacune à sa tête un sous-chef, autorité coutumière incontournable tant au niveau politique, économique, social que culturel.[1]

Jusqu'à cette date, l'appellation de commune et province n'avait pas encore vu le jour. Ce n'est qu'en 1959 que les concepts de commune et de province ont commencé à apparaître dans l'organisation politico-administrative du Burundi.

I.2.2. La création de la Commune

En vertu du décret intérimaire du 25/12/1959 organisant la Commune, entité décentralisée de base, les sous-chefferies agrandies furent érigées en Communes.[2] Ainsi, la Commune Gashikanwa fut créée en 1960 faisant partie des 16 communes qui composaient la province Ngozi. A cette époque, cette nouvelle entité administrative partageait ses frontières au Nord avec les Communes Kabamba, Ngoma et Kiremba ; à l'Est avec Gakere et Tangara ; au Sud avec Mubanga ; à l'Ouest et au Sud-ouest respectivement avec Muremera et Mubuga[3].

Avant sa création, Gashikanwa appartenait à la fois à la chefferie Bweru-Butamenwa dans sa partie sud et à celle du Buyenzi-Bweru dans sa partie Nord, les deux chefferies ayant donné naissance à la province de Ngozi par Ordonnance législative n°221/253

[1] GAHAMA (J), Op. Cit, p 35, p 37.
[2] Ibidem, p.57.
[3] GAHAMA , J, Op. Cit, carte : Organisation trritoriale : Commune provisoire de 1960, page sans numéro entre p.57 et p.58.

lu 26/9/1960.[1] L'autorité à la tête de la Commune portait le nom de Bourgmestre. Il :tait assisté d'un conseil composé de membres élus au suffrage universel direct. Le 3ourgmestre élu était nommé par le Mwami avant d'entrer dans ses fonctions.

.2.3. La réorganisation communale de 1965

.e 1er /9/1965, l'arrêté-loi n°001/767 portant réorganisation des Communes les réduisit le 181 à 78. Cet arrêté-loi sortit après que les anciennes provinces furent devenues des irrondissements le 1er/3/1962, avec chacun à sa tête un commissaire l'arrondissement.[2] Dès lors, l'arrondissement de Ngozi comportait sept Communes. .es frontières de Gashikanwa furent à l'occasion modifiées et elle s'étendit jusqu'à la rontière rwandaise. Elle était délimitée au Nord par la rivière Kanyaru et partageait ;es frontières avec le Rwanda au Nord. A l'Est se trouvaient les Communes Marangara, Kiremba et Tangara, à l'Ouest et au Sud-ouest Mwumba et Ngozi, au Sud-est Ruhororo.

A partir du 30/10/1965, l'autorité à la tête de la Commune changea d'appellation du Bourgmestre à l'Administrateur.[3] Il était aidé par une assemblée consultative. En uillet 1977, la Commune fut dotée de trois organes, à savoir l'Administrateur, les :hefs de zones et le conseil communal. Elle jouissait d'une personnalité civile et d'une autonomie de gestion.[4] Elle garda aussi ses dimensions jusqu'en 1982.

I.2.4. La réforme de 1982

En 1982, la loi procéda à une nouvelle délimitation des provinces et des Communes. Il était précisé dans les deux premiers articles du décret-loi n° 1/29 du 24/9/1982, que la République du Burundi était constituée de 15 provinces et 114 Communes[5]. Dès lors, Gashikanwa qui s'étendait, rappelons-le, jusqu'à la rivière Kanyaru fut scindée en deux : la partie Sud resta Gashikanwa, tandis que le Nord devint Nyamurenza. De plus

---

[1] GAHAMA.J.,Op.Cit..p.57.
[2] Ibidem, p.64, p.66.
[3] Arrêté-loi n°001/798 du 30/101965 mettant en place une administration provisoire des Communes.
[4] Décret-loi n°1/26 du 30/7/1977.
[5] Constitution du 20/11/1981, Décret-loi n°1/29 du 24/9/1982

:ertaines collines furent annexées sur les Communes frontalières. L'exemple est celui les collines Buye et Cahi qui, depuis lors font partie de Mwumba. La province Ngozi 'ut alors constituée de neuf Communes, la neuvième étant Busiga qui, avant le décret le septembre 1982, faisait partie de la province Kayanza.

.a période ultérieure a connu une série de décrets modifiant les limites des Communes :t provinces, d'autres en portant création de nouvelles. Mais, la commune Gashikanwa :st restée avec ses frontières de 1982. On sait que les Communes actuelles du Burundi ;ont le résultat des fusions et des divisions qui ont été réalisées successivement en /ertu des décrets et lois tels qu'ils sont énumérés dans le tableau suivant :

Tableau n° 1 : Evolution numérique des entités régionales et locales depuis 1960 et les titres des autorités.

Date	Texte	Entité	Nombre	Titre des autorités
25/12/1959	Décret intérimaire	Territoire Chefferie Sous-chefferie	9 36 525	Administrateur[1] Chef Sous-chef
26/9/1960	Ordonnance n°221/253	Territoire Province Commune	9 18 181	Administrateur Administrateur Bourgmestre
1/3/1962	Loi	Province Arrondissement Commune	8 18 181	Gouverneur Commissaire Bourgmestre
1/9/1965	Arrêté-loi n°001/767	Province Arrondissement Commune	8 18 78	Gouverneur Commissaire Bourgmestre
30/10/1965	Arrêté-Royal n°001/798	Province Arrondissement Commune	8 18 78	Gouverneur Commissaire Administrateur
16/12/1970	Décret-loi n°1/93	Province Arrondissement Commune	8 18 79	Gouverneur Commissaire Administrateur
24/9/1982	Décret-loi n°1/29	Province Commune	15 114	Gouverneur Administrateur-Maire[2]
8/11/1991	Décret-loi n°1/015	Province Mairie Commune	15 1 113	Gouverneur Maire Administrateur
12/11/1997	Décret-loi n°1/015	Province Mairie Commune	15 1 115	Gouverneur Maire Administrateur
10/12/1998	Loi n°1/006	Province Mairie Commune	15 1 115	Gouverneur Maire Administrateur

Source : BUKURU, A., Evolution socio-démographique de la Commune Gitanga (1979-2002),Bujumbura, U.B , 2005, p.9.

[1] L'administrateur du territoire devient « délégué de la tutelle » par ordonnance n°211/299 du 26/10/1960.

[2] Le décret-loi n°1/26 du 30/7/1977 confère, pour la première fois, le titre de Maire au 1er magistrat de la ville de Bujumbura.

Au terme des différentes lois qui réorganisaient le territoire burundais, la Commune Gashikanwa compte trois zones et 24 collines réparties comme suit :

Tableau n°2 : Entités administratives en commune Gashikanwa

Zone	Gashikanwa	Gatobo	Ngoma
Nombre de collines	13	6	5
Nom de colline	Cihonda Gashikanwa Gatare Gatukuza Kivumu Mafuro Maruri Nini Remera Rusengo Rutambwe Rwizingwe Sabunda	Buhoro Butaganda Gitanga Musumba Ruhengeri Sigi	Butaha Kabamba Ngoma Nyarugunda Rutanga

Source : Tableau réalisé à partir des éléments relevés par nous-même.

Le tableau n°2 nous fait remarquer une répartition inégale des collines dans les trois entités. Gashikanwa rassemble à elle seule plus du double de chacune des deux autres.

Cette évolution aurait eu des conséquences sur la vie des populations. En effet, le chef-lieu de la Commune est situé plus ou moins au centre. Si nous essayons de mesurer la distance entre le chef-lieu de la Commune et la colline la plus éloignée, celle de Nyarugunda, nous trouvons qu'elle n'excéderait pas dix kilomètres. Une telle réorganisation administrative fut bénéfique pour la population, en ce sens que cette dernière est rapprochée de l'administration communale.

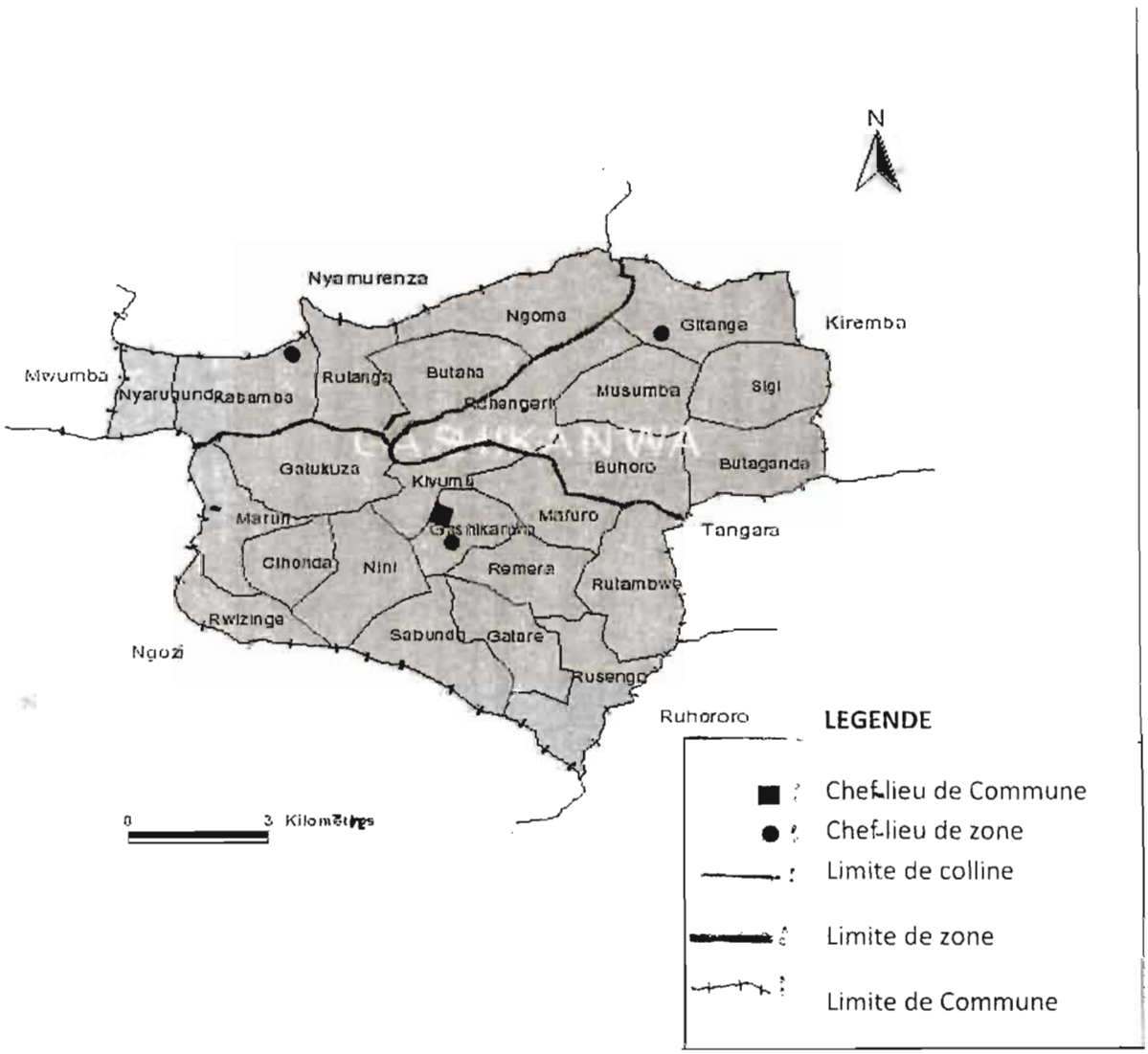
Nous constatons que les dimensions actuelles des entités administratives du Burundi sont le résultat de profondes transformations en vertu des lois et règlements. Ces lois révisaient également les attributions et les titres des autorités administratives. Cette

éorganisation visait des objectifs divers dont la réduction des dépenses allouées aux utorités communales[1], le renforcement de la sécurité dans tous les coins du pays[2], etc.

Ainsi, les dimensions actuelles de notre zone d'étude sont le résultat des dispositions lu décret-loi n°1/29 du 24/9/1982. Depuis lors, Gashikanwa a une superficie de 42,78 km^2 et comprend actuellement 24 collines de recensement.

[1] Arrêté-loi n°001/767 du 1er septembre 1965.
[2] Décret -loi n°1/29 du 24/9/1982.

Figure 2 : Subdivision administrative de la zone d'étude



Source : Ministère du plan, du développement et de la reconstruction nationale, Monographies communales

I.3. Ressources économiques de la Commune

La Commune Gashikanwa comme le Burundi en général présente diverses activités génératrices de revenus. La principale activité est l'agriculture, puisqu'elle concerne plus de 90% de la population active. Comme partout dans le pays, l'agriculture demeure associée à l'élevage. Outre les activités agro-pastorales, Gashikanwa reçoit des produits provenant de l'artisanat, emploie une partie de la main-d'œuvre dans les usines de dépulpage et de lavage du café et réalise aussi des activités commerciales quoiqu'elles soient de moindre importance. Aussi, les services rendus dans le secteur de santé et d'éducation font survivre la catégorie employée dans ces secteurs.

Notre zone d'étude dispose donc de diverses ressources procurant des produits alimentaires à la population d'une part, et des revenus permettant la planification et la réalisation des projets de développement, d'autre part. Toutefois, ces ressources ne sont pas suffisantes pour garantir le développement intégral de la Commune.

I.3.1. Les produits de la terre

La terre est la première ressource des Burundais en général, et de la population de notre zone d'étude, en particulier. Elle rassemble les paysans qui utilisent des outils rudimentaires tels que la houe, la hache et la machette et des méthodes culturales restées rudimentaires. En outre, les superficies cultivables sont très réduites. En 2005, elles étaient d'une moyenne de 66 ares par ménage[1]. L'association de trois à quatre cultures sur une même parcelle prédomine. Il en résulte des rendements généralement faibles et une production qui génère peu de revenus.

Les principales cultures de la commune sont classées en deux catégories, à savoir les cultures vivrières et les cultures d'exportation.

[1] Ministère du plan, Monographies communales et provinciales. Gashikanwa, 2006,p.8.

.3.1.1. Les produits vivriers

[.3.1.1.1.Les principaux produits vivriers

Les principales cultures vivrières de la commune sont, par ordre d'importance : le bananier, la patate douce, la pomme de terre, le manioc, le haricot, le riz et le maïs[1]. D'autres sont à faible échelle telles que le soja, le petit pois, le sorgho et l'arachide.

Malgré la faiblesse des rendements, Gashikanwa est la première commune productrice des vivriers dans la province de Ngozi. De 2001 à 2005, elle a produit 154.913 tonnes de produits vivriers sur 673.964 tonnes pour toute la province[2], soit 23% du total des vivriers produits dans tout Ngozi pendant cinq ans. Elle occupait par exemple le premier rang provincial dans la production de la banane, de la patate douce et de la pomme de terre en 2006.

La banane est la première culture de la Commune avec 53,11% des produits vivriers récoltés en 2005. Elle constitue l'aliment de base de la population et est cultivée sur toute l'étendue de la Commune. Gashikanwa était la première productrice provinciale de la banane avec 55% de la production en 2006.

La patate douce et la pomme de terre aussi placent notre zone d'étude au premier rang provincial avec respectivement 26% et 36% de la production totale. Au niveau communal, la patate douce occupe la deuxième place, tandis que la pomme de terre vient en troisième position parmi les cultures vivrières.

D'autres cultures comme le manioc, le haricot, le riz et le maïs apportent une grande contribution dans l'alimentation de la population, mais leurs rendements sont très inférieurs à ceux des trois premières.

---

[1] DPAE Ngozi, Situation des principales cultures des communes de la province Ngozi en 2005.
[2] Ministère du plan, Monographies communales et provinciales, Gashikanwa 2006, p. 8.

I.3.1.1.2. Les cultures maraîchères

Les cultures des marais, essentiellement des légumes, sont variées. On y rencontre des choux blancs, des tomates, des oignons blancs et rouges, des aubergines, des carottes, des légumes comme lenga-lenga. Le haricot et le riz se succèdent chaque année dans les vallées larges de Nyakijima et Nyamuswaga. Les quantités produites sont mal connues par manque de système de collecte de données et de structures d'exploitation organisées.

Mais, on sait que les cultures maraîchères servent de complément aux principaux produits vivriers dans l'alimentation de la population de Gashikanwa. Une partie des produits maraîchers est vendue et procure des revenus monétaires permettant de se procurer d'autres produits dont elle a besoin.

I.3.1.1.3. Les cultures fruitières

Sur le sol de notre zone d'étude pousse une grande variété de plantes fruitières. On y rencontre principalement les avocatiers et les ananas, parfois les maracujas et les goyaviers. Cependant, la quantité des fruits produits et commercialisée n'est pas non plus connue. La grande part est consommée localement, le reste étant transporté et vendu au chef-lieu de la province Ngozi.

Il en résulte donc que la terre demeure encore aujourd'hui la base de l'économie familiale dans notre pays en général, et dans notre zone d'étude, en particulier. Malgré le système agricole encore rudimentaire et l'insuffisance des espaces cultivables, la majeure partie de la population vit de la production agricole vivrière complétée, sur le plan pécunier, par les quelques cultures d'exportation.

I.3.1.2. Les cultures de rente

Notre zone d'étude est pauvre en cultures de rente. Seul le caféier y est cultivé. On sait déjà que *« toute production agricole est conditionnée par une série de facteurs, les uns faisant appel aux autres. Il y a d'abord une richesse naturelle, dépendant elle-même de la nature et de la configuration de la surface du sol comme d'ailleurs des conditions générales du climat. Aussi, la mise en place d'une plantation de caféiers ainsi que sa mise en exploitation requièrent une main-d'œuvre abondante et permanente »*[1] . La région de Buyenzi fut choisie comme la plus favorable à la culture du café au niveau national. C'est ainsi que l'Administration belge s'est mise à la « vulgarisation du café en 1930 ».[2] De plus, au moment où la population d'autres régions résistait contre la plantation du café, à Buyenzi la culture fut accueillie favorablement.

Déjà *« en 1934, le nombre de caféiers s'élevait à 650.000 pour atteindre 1.600.000 caféiers, soit plus du double en 1935 ».*[3] Cette culture devrait inévitablement être vulgarisée dans notre zone d'étude qui fait partie de la région de Buyenzi.

Le café est devenu ainsi une source de revenu et d'emploi. Il apporte des ressources financières aux caféiculteurs. Actuellement, quatre usines de dépulpage et de lavage du café existent à Gashikanwa. Il s'agit de Buhoro, Gatobo, Gatukuza et Rutanga. Pendant la période de récolte, ces usines embauchent un effectif important de personnes (cet effectif varie d'une période de récolte à une autre en fonction de la quantité de café reçue par chaque usine).

---

[1] HATUNGIMANA, A., La caféiculture et son impact socio-économique en territoire de Ngozi (1930-1960), Bujumbura, U.B, 1990,pp.12-13.
[2] Idem, p.12.
[3] Ibidem., p.34.

I.3.2. L'élevage

L'élevage est de type rudimentaire. Il est constitué de bovins, caprins, ovins, porcins et de la volaille. Notre zone d'étude occupe une faible place en matière d'élevage : cinquième place en termes d'importance numérique du cheptel de la Province de Ngozi avec 9,5% du total recensé.[1] Cela est dû aux fortes densités humaines, soit 409 habitants au km^2 en 2009[2], qui ont réduit sensiblement les parcours naturels pour les animaux.

Les bêtes bénéficient rarement des soins de santé et d'un supplément alimentaire, ce qui fait que les rendements offerts pour le complément de la production agricole soient toujours très faibles.

I.3.3.L'artisanat et l'industrie

Gashikanwa ne connaît aucune industrie, à part les quatre usines de dépulpage et de lavage du café déjà mentionnées.

Dans le domaine de l'artisanat, il existe différents métiers. On distingue l'artisanat de production et l'artisanat de service. La première catégorie comprend la menuiserie, la tuilerie, la briqueterie et la vannerie. La seconde catégorie comprend la cordonnerie, les réparations mécaniques (vélos, motos, radios) et la couture.[3] Il faut dire que même si l'artisanat n'est pas beaucoup développé dans la Commune, il fait survivre des personnes qui le pratiquent.

I.3.4. Le commerce et les services

Notre zone d'étude dispose de trois marchés. Il s'agit de Gatabo, Gatobo et Remera. Ces marchés ne sont pas aménagés. Le marché de Gatabo s'occupe principalement du commerce du bétail, tandis que les deux derniers s'occupent du commerce des denrées

---

[1] Ministère du Plan et du développement communal, Monographies provinciales et communales, Gashikanwa, 2006, p.19.
[2] Ministère du Plan et du développement communal, Population burundaise par âge et par sexe dans les communes et provinces en 2009, Gashikanwa, p 99.
[3] NKURUNZIZA Pamphile, conseiller technique de l'Administrateur Communal, enquête réalisée à Gashikanwa le 24/10/2011.

limentaires. Aussi, de nombreuses petites boutiques sont installées dans différentes ocalités de la Commune et on y trouve tantôt des produits alimentaires et articles livers, tantôt des boissons.

La ressource financière la plus importante de Gashikanwa provient du marché de étail. Ce dernier a fourni en 2005, 67,93% des recettes globales de la Commune, 'est-à-dire 25.159.000 Fbu[1]. Il est fréquenté par les commerçants provenant des lifférentes provinces du Burundi (Kayanza, Ngozi, Muyinga, Mwaro, Bururi, Bujumbura) et même de l'étranger (les Rwandais par exemple). Ces commerçants achètent directement auprès des éleveurs ou par le biais des « commissionnaires » qui achètent au préalable les animaux et perçoivent des bénéfices sur chaque animal acheté. Outre les recettes communales, le marché procure à ces intermédiaires de 'argent qui va satisfaire à leurs propres besoins et à ceux de leurs familles. De plus, es boutiques, les bistrots et les restaurants installés à côté pour ravitailler les commerçants du bétail assurent des entrées dans la caisse communale, en même temps qu'ils procurent de l'argent aux personnes qui rendent ces services.

.3.5. Situation des recettes communales en 2005

En général, les recettes communales sont constituées de taxes sur des produits divers.

Tableau n°3 : Les dix premières grandes recettes

Taxes pratiquées	Recettes (en FBu)	% des recettes globales
1. Vente gros bétail sur pied	16.261.000	43,9
2. Vente petit bétail sur pied	8.898.000	24,03
3. Recettes marchés	4.908.600	13,2
4. Vente propriété et bornage	4.064.880	10,9
5. Vente cartes Nationales d'Identité	562.500	1,5
6. Inscription au registre de mariage	533.500	1,4
7. Taxes sur boutique	477.500	1,2
8. Amendes administratives	409.500	2,1
9. Taxes sur bières locales	254.000	0,68
10. Impôt sur cycle	128.250	0,34

Source : Ministère du Plan, du développement et de la reconstruction nationale, Monographies communales, Gashikanwa, 2006, p.46.

[1] Ministère du Plan, du développement communal et de la reconstruction nationale, Monographies communales, Gashikanwa, 2006, p46.

Manifestement, les recettes issues de la vente du gros bétail et du petit bétail sur pied, es recettes tirées des marchés et celles issues de la vente des propriétés et bornage ;ont les principales ressources financières de la Commune Gashikanwa.

Conclusion du chapitre

Le milieu naturel de notre zone d'étude avec ses traits physiques ne manquerait pas l'attirer de fortes occupations humaines. Les terres généralement basses des hauts plateaux avec un climat et des précipitations favorables font que les sols soient fertiles et que la zone soit saine.

Sur le plan historique, comme ailleurs dans notre pays, la Commune Gashikanwa actuelle est le résultat de plusieurs modifications suivant divers textes légaux. Quant au domaine économique, il se dégage que la terre est la principale ressource avec des cultures diversifiées. L'élevage est associé à l'agriculture, avec des bêtes peu nombreuses suite à la réduction progressive des pâturages par une démographie toujours croissante. Malgré le travail de la terre et l'association de celui-ci à l'élevage, les rendements sont faibles et ne parviennent pas à satisfaire les besoins des familles. La part de la production vivrière vendue reste infine. Aussi la Commune tire principalement ses ressources financières du marché de bétail[1].

Enfin, notre zone d'étude, avec sa position sur la route nationale et à proximité de la ville de Ngozi, son milieu naturel et son sol, ne pourrait que connaître un peuplement élevé, ce que nous allons voir dans le chapitre suivant.

[1] Comptable communal, Enquête réalisée à Gashikanwa en octobre 2011.

CHAPITRE II : GASHIKANWA ET SES ASPECTS DEMOGRAPHIQUES

II.1. Cadre conceptuel et théorique

Avant d'analyser les données démographiques se rapportant à notre zone d'étude, il est nécessaire de revenir sur la signification du terme « démographie » et les méthodes de la science démographique, ainsi que l'histoire du peuplement du monde selon les théories des auteurs des siècles derniers.

II.1.1. Concept « démographie » et méthodes de la science démographique

Le vocable « démographie » a été inventé et utilisé pour la première fois par le Français Achille Guillard en 1855. Il le fit apparaître dans le titre de son ouvrage « Eléments de statistique humaine ou démographie comparée »[1].

Guillard est né un an après la publication de l'ouvrage de Malthus, « Essai sur le principe de population ». Dans son essai, Malthus a beaucoup mis l'accent sur la variable démographique en expliquant que c'était sur cette dernière qu'il convenait d'agir : il fallait, selon lui, apprendre aux hommes à contrôler leur propre pouvoir reproductif. En inventant le terme « démographie », Guillard aurait été inspiré par l'essai de Malthus.

Etymologiquement, le mot « démographie » dérive de deux mots grecs : « demos » désignant l'objet de l'étude qui est le « peuple, la population » et « graphein » renvoyant à l'action de « décrire »[2]. C'est donc une action plus descriptive que théorique.

Selon Guillard, la « démographie » est la *« connaissance mathématique des populations, de leurs mouvements généraux, de leur état physique, civil, intellectuel et moral »*[3]. Le concept a évolué et en 1958, l'O.N.U dans son « Dictionnaire

---

[1] Cité par ROLLET. C., Introduction à la démographie, 2ème éd., Paris, Armand Colin, 2006, p. 8.

[2] Maneng-ma-KONG, Introduction à la démographie, Lubumbashi, P.U.Z, 1975, p.13.

[3] Cité par Maneng-ma-KONG. Op. Cit, p.13.

émographique multilingue » l'a conçue comme suit : *« La démographie est une cience ayant pour objet l'étude des populations humaines, en traitant de leur imension, de leur structure, de leur évolution et de leurs caractères généraux nvisagés principalement d'un point de vue quantitatif »*[1]. Cette définition attache eaucoup plus d'importance sur l'analyse quantitative d'une part, et sur les divers spects de l'objet d'étude qui est les populations humaines, d'autre part.

ien d'autres auteurs se sont exprimés sur le concept de démographie et nombreuses éfinitions ont été proposées. Cependant, elles tournent toutes autour d'un même objet, savoir les populations humaines. Elles ont donc une parenté remarquable.

I.1.2. Histoire démographique

.e peuplement du monde est une question qui préoccupe les Etats depuis des siècles. .es premières doctrines des populations du monde occidental sont connues depuis 'laton et Aristote. Pour ces philosophes, le très grand nombre d'hommes entraîne des roubles et des révoltes.

)urant le Moyen-Age chrétien, le courant populationniste a dominé. Le respect de la écondité et de la vie s'affirmait. Des explications sur les avantages de la croissance lémographique étaient fournies.

Aux XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, les doctrines telles que le mercantilisme et au XVIII^{ème} iècle, la physiocratie, soutenaient une pensée largement favorable à la croissance lémographique. Les mercantilistes affirmaient que les hommes étaient la source des ichesses. Selon la doctrine mercantiliste, doctrine économique, *« les métaux précieux :onstituaient la richesse essentielle des Etats »*[2] . La population devenue nombreuse, la nain-d'œuvre affectée dans l'extraction de ces métaux serait ainsi consistante et les ichesses seraient considérablement augmentées.

---

[1] Cité par Rollet, C, Op. Cit., p.8.

[2] Nouveau Larousse universel, Paris, Librairie Larousse, 1969, Vol.2, p.217.

Pour les physiocrates, la population a tendance à faire pression sur les subsistances. La physiocratie conçue comme étant une *« doctrine qui présentait une théorie générale de la société et reposait sur deux conceptions essentielles, l'une à caractère philosophique (l'ordre naturel), l'autre à caractère économique (le produit net), les physiocrates soutenaient l'idée que l'agriculture était la seule source de richesse »*[1]. Donc, selon eux, pour que les rendements agricoles s'accroissent, il faut que la main-d'œuvre travaillant la terre augmente aussi. Les deux thèses soutenaient l'idée de l'existence des populations nombreuses comme étant un préalable au développement économique d'un pays.

C'est avec Malthus et le néomalthusianisme que la pensée populationniste sera attaquée. Selon cet économiste britannique, *« la population croît selon une progression géométrique, tandis que les substances ne croissent que selon une progression arithmétique, ce qui pourrait engendrer des catastrophes périodiques et inéluctables. »*[2] Pour les néo-malthusiens, la régulation des naissances est un moyen de remédier à la misère ouvrière.

Marx et ses disciples ont combattu la théorie de Malthus en lui reprochant d'être lié aux conditions de la production capitaliste qui est sans valeur dans la société communiste.

Dans le monde contemporain, les doctrines antagonistes en ce qui concerne les problèmes des populations du tiers-monde naissent. Les unes considèrent que la solution de sortir de ces difficultés est de régler les naissances. Pour d'autres, « pour que le développement se produise, les taux d'accroissement des populations doivent se réduire sensiblement. »

Bien qu'auparavant diverses théories fussent favorables à l'explosion démographique, d'autres s'y opposaient. Dans les sociétés contemporaines, la forte croissance démographique inquiète les Etats qui optent ainsi pour une réduction considérable de la natalité. L'exemple de la Chine avec sa politique de l'enfant unique l'illustre bien.

---

[1] Nouveau Larousse universel, Paris, Librairie Larousse, 1969, vol.2, p.416.
[2] Cité par ROLLET, C., Op. Cit., p .12

En Afrique, l'arithmétique de Malthus semble être encore une réalité bien embarrassante. La croissance de la population est rapide, tandis que la situation alimentaire et agricole se détériore davantage. Le problème donc du rapport population-ressources alimentaires se pose. Le Burundi situé en Afrique interlacustre a constitué un milieu propice au développement d'une population nombreuse tirant sa nourriture de l'exploitation du sol et de l'élevage.[1]

Christian THIBON, historien-démographe français, connaissant bien notre pays, résume les facteurs de forte occupation humaine du Burundi comme suit : « Premièrement, un contexte écologique favorable qui, ignorant la trypanosomiase et doté d'un climat tropical tempéré de montagne, deux saisons des pluies, profite d'un certain isolement à l'écart de grandes endémies tropicales et pandémies intercontinentales médiévales, tandis que l'augmentation des densités humanise les espaces gagnés à la savane de deux façons, par une agro-prophylaxie assurée par une certaine densité agro-pastorale et par une bonification des sols agricoles.

Deuxièmement, une marche à l'intensité d'une économie agro-pastorale, une diversification agronomique inégalement avancée selon les régions.

Troisièmement, une stabilité politique caractérisée par des prélèvements faibles, peu parasitaires bien que l'étendue des prestations et réquisitions soit discutée par une orientation expansionniste qui alimente des fronts de peuplement à la périphérie, celle-ci jouant le rôle d'une réserve en temps de disette ou de famine.

Quatrièmement, des structures socio-culturelles favorables qui valorisent un monde familial ménager et des comportements démographiques plutôt féconds comme la stabilité des unions, la monogamie et un certain retard au mariage.

[1] KAMIKAZI, J, Impact de la croissance démographique sur l'évolution socio-économique de la Commune Matana (1979-2008), mém., Bujumbura, U.B, 2011, p.9.

Cinquièmement, un contexte de protection avec en particulier l'absence de ponctions démographiques comme la traite qui, à l'échelle du continent africain, fait de la région méridionale des Grands-Lacs, une exception. »[1]

Dans ce chapitre, il ne sera pas question d'entrer dans les antagonismes des différentes théories sur la population, mais plutôt de montrer l'évolution des effectifs, de la répartition spatiale de la population et sa structure, d'analyser les phénomènes tels que la nuptialité, la fécondité et la natalité, la mortalité afin de découvrir les raisons du surpeuplement de notre zone d'étude.

II.2.Effectif et répartition spatiale de la population de la Commune Gashikanwa

Notre étude s'appuie sur trois sources de données importantes qui sont les recensements généraux de la population réalisés respectivement en 1979, en 1990 et en 2008. Nous nous sommes servi également des enquêtes, des rapports et des analyses socio-démographiques qui ont été effectués dans le cadre du Burundi, en général et de notre zone d'étude, en particulier. Nous pouvons citer comme exemples les annuaires statistiques disponibles à l'ISTEEBU, les rapports et registres de l'état-civil de la Commune.

Dans l'analyse démographique, la notion de densité est d'une importance capitale. Etant conçue comme le nombre de personnes par unité de surface[2], elle met en évidence l'intensité de l'évolution de la population et sa répartition spatiale.

II. 2. 1. Effectifs de la population d'après les recensements généraux de la population réalisés depuis 1979

La population recensée est composée de résidents présents, de résidents absents et de visiteurs. Les résidents présents sont les personnes qui résident habituellement dans le ménage depuis plus de six mois et qui y étaient présentes lors de la nuit de référence. Ce sont aussi des personnes présentes lors de cette nuit dans le ménage et qui se sont

[1] THIBON, C., Histoire démographique du Burundi, Paris, Karthala, 2004, p.31.
[2] La densité est exprimée en habitants par km^2 (hab. /km^2)

nstallées depuis moins de six mois avec l'intention d'y rester. Les résidents absents ;ont les personnes qui résident habituellement dans le ménage, mais qui y étaient ıbsentes lors de la nuit de références et cela depuis moins de six mois, tandis que les visiteurs sont les personnes présentes lors de la nuit de référence, mais qui n'ont pas 'intention de s'y installer définitivement.

La population résidente ou de droit est donc composée de résidents présents et de ésidents absents. C'est cette catégorie de population qui est tenue en considération dans notre analyse.

II .2 .1. 1. Effectifs de la population d'après le recensement général de 1979[1]

En août 1979, la Commune Gashikanwa abritait une population résidente de 68.495 nabitants, soit une densité moyenne de 297,8 habitants au km^2. Cette densité dépassait légèrement la moyenne provinciale de Ngozi qui était de 287,19 habitants au km^2, elle-même de loin supérieure à la moyenne nationale estimée à 154 habitants au km^2. En 1979, la province de Ngozi était la plus peuplée du Burundi.

Avec cette densité supérieure aux moyennes provinciales et nationales, se situant dans la province la plus densément peuplée, Ngozi, nous pouvons affirmer que Gashikanwa était l'une des communes les plus peuplées du Burundi en 1979.

II. 2. 1. 2 . Effectifs de la population d'après le recensement général de 1990

Les résultats définitifs du recensement de 1990 révèlent une population totale pour notre zone d'étude de 40.525 habitants avec une densité moyenne de 284 habitants au km^2 [2]. Si nous observons ces chiffres, nous voyons que la population totale, de même que sa densité, sont inférieures à celles issues du recensement précédent. Pourrions-nous dire pour autant qu'il y a eu régression de la population? Pas du tout. Si nous retournons en arrière dans le chapitre précédent, nous avons les lois portant réorganisation du territoire burundais. Le recensement de 1990 a été réalisé huit ans

[1] Ministère de l'intérieur, Département de la population, Recensement général de la population 1979, Tome II, Vol. VIII, ISTEEBU, Bujumbura, 1983, p.6.
[2] BERGEN, D.W., Op. Cit., p.30.

après le décret-loi n°1/29 du 24/9/1982 portant délimitation des provinces et communes. A l'issue de ce décret, notre zone d'étude fut scindée en deux : la Commune Gashikanwa avec 142,78 km^2 de superficie et Nyamurenza avec 98,98 km^2. Aussi certaines collines furent annexées sur les Communes voisines tandis que d'autres qui appartenaient aux Communes voisines sont revenues à notre zone d'étude.

Plus encore, la partie qui a été érigée en Commune Nyamurenza rassemblait des collines plus peuplées que celles qui sont restées dans la Commune de Gashikanwa[1].

Il paraît difficile de faire la comparaison entre les résultats du recensement de 1990 et ceux du recensement précédent, suite à ses dimensions qui ont été considérablement modifiées en vertu du décret de septembre 1982. Prenons toutefois les collines qui appartenaient en 1979 à notre zone d'étude et qui y sont restées jusqu'en 1990, puis comparons leurs données.

[1]Voir Recensement général de la population août 1979. Population résidente et population présente selon le sexe par commune et colline, Gashikanwa, T.1.4.

Tableau n° 4 : Données de superficies et de population de certaines collines de recensement de la Commune Gashikanwa en 1979 et en 1990.

Colline	Superficie (ha)	Population totale en 1979	Densité (hab. /km^2)	Population totale en 1990	Densité (hab. /km^2)
Buhoro	486	1.602	329	2.016	415
Butaha	602	1.912	317	2.372	394
Cihonda	424	1.160	273	1.419	335
Gashikanwa	484	950	196	1.220	253
Gatare	421	1.486	352	2.039	484
Gatukuza	783	1.361	173	1.805	231
Kabamba	715	2.114	295	2.692	377
Kivumu	283	604	213	877	310
Mafuro	687	875	127	1.162	169
Maruri	509	1.064	209	1.327	261
Musumba	627	754	120	1.321	211
Ngoma	1.115	1.316	118	1.473	132
Nini	663	1.854	279	2.343	353
Nyarugunda	407	937	230	1.148	282
Remera	485	1.098	226	1.529	315
Ruhengeri	505	1.295	256	1.683	333
Rusengo	752	1.670	222	2.096	279
Rutambwe	734	1.773	241	2.218	302
Rutanga	564	999	177	1.404	249
Rwizingwe	383	1.033	269	1.339	350
Sabunda	264	1.665	630	2.363	895
			$D\bar{x}$ =250		$D\bar{x}$ =330

Source : Tableau réalisé sur base des données du R.G.P 1979, T1.4, Gashikanwa et de BERGEN (D .W), op.cit., p34

$D\bar{x}$: densité moyenne des 21 collines considérées

En observant le tableau ci-dessus, nous constatons que les effectifs de population ont considérablement augmentés. Par exemple sur les 21 collines considérées de 1979, seulement neuf atteignaient une densité de 250 habitants au km^2 dont deux allaient jusqu'à plus de 350 hab. /km^2. En revanche, en 1990, 16 collines atteignaient 250 hab./km^2 dont sept arrivaient à 350 hab./km^2, certains pouvant même dépasser 400 hab. /km^2. Plus encore, la densité moyenne de ces 21 collines qui étaient de 250 hab. /km^2 en 1979 est passée à 350 habitants au km^2 en 1990.

Ainsi, la comparaison de ces densités nous permet d'affirmer que durant les onze ans, la population de notre zone d'étude a connu une croissance très remarquable. En effet, au lendemain de l'année 1984, année de pénurie consécutive à un décalage marqué des pluies, de réduction de la production vivrière et d'inflation, la disparition des conjonctures négatives et le tassement de la courbe de mortalité qui se lisse sont notoires.[1] Cette version nous laisse affirmer que le déséquilibre alimentaire qui affaiblit l'organisme humain laisse tout accès aux maladies, de même que les épidémies peuvent en découler. La fin de la crise alimentaire au lendemain de l'année 1984 s'est donc accompagnée du *« recul de la mortalité surtout infantile, des gains d'espérance de vie et d'accélération de la croissance naturelle ».*[2] S'appuyant sur les résultats comparés des deux recensements de 1979 et de 1990, nous admettons l'avis de l'auteur.

II.2.1.3. Effectifs de la population d'après le recensement général de 2008

En 2008, la Commune Gashikanwa était peuplée de 57.086 habitants[3] ; soit une densité moyenne de 399,8 hab./km^2. Bien que la crise socio-politique ait emporté une partie non négligeable de la population (fin de la conjoncture heureuse depuis 1993 jusqu'en 2004, année d'arrêt des hostilités ; mais les chiffres des disparus sont mal connus), la croissance est restée perceptible et s'est faite beaucoup remarquer. Le nombre de 115,8 habitants au km^2 qui s'est ajouté à 284hab/km^2 de 1990 est très élevé. Ce chiffre témoigne de la dynamique démographique, observable par ailleurs à travers tout le pays. On peut déjà craindre la saturation physique du territoire national avec comme corollaire l'aggravation du déséquilibre population-ressources disponibles.

[1] THIBON. C., Op. Cit., p.149.
[2] Ibidem.
[3] République du Burundi, cabinet du Président, Décret n°100/55 du 5/42010 portant publication des résultats définitifs du 3ème R.G.P.H 2008.

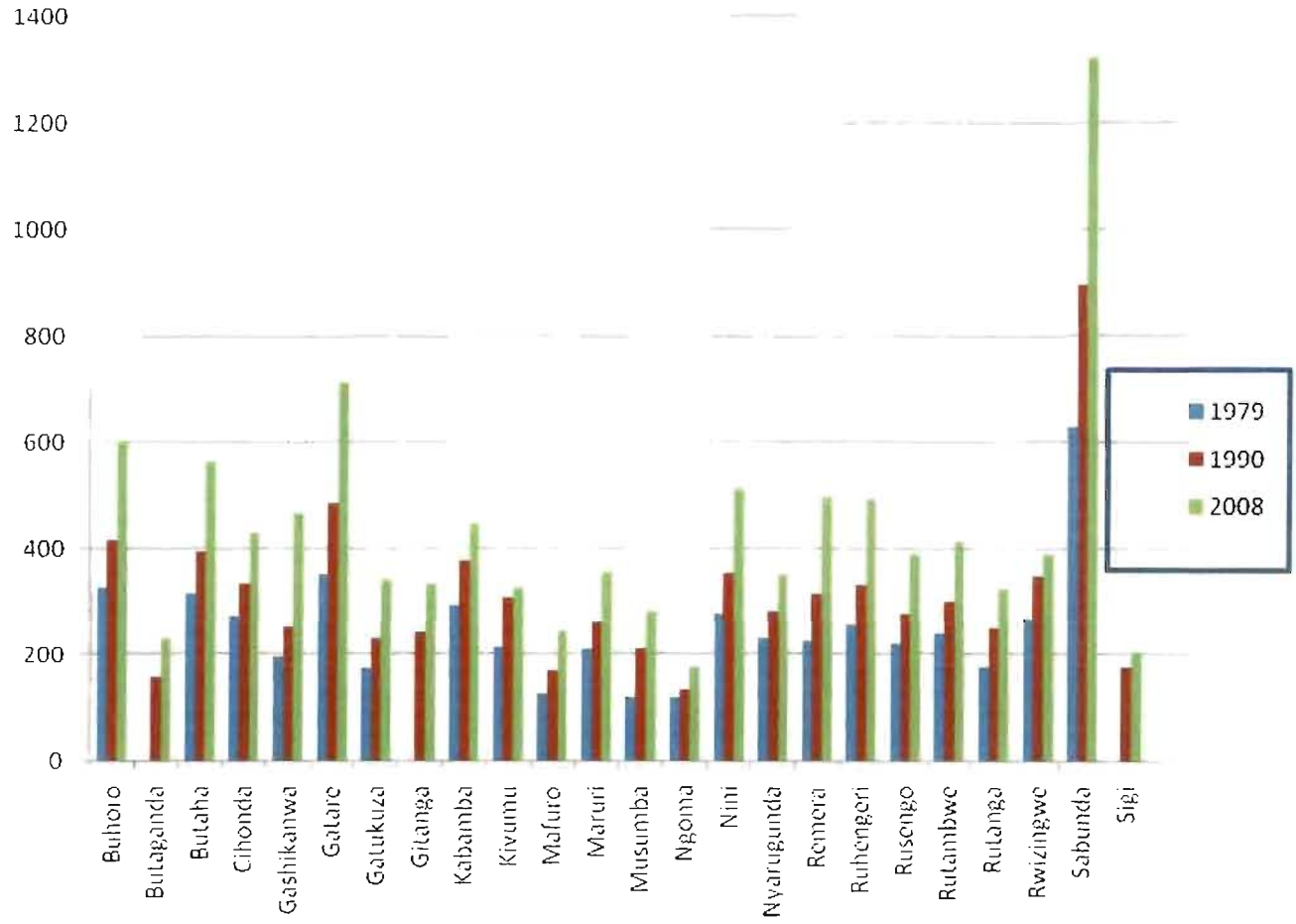
II. 2. 2 Répartition de la population par colline de recensement et densités

Tableau n° 5 : Répartition d'après les trois recensements de 1979, 1990 et 2008

Colline	Population de 1979	Densité	Population de 1990	Densité	Population de 2008	Densité
Buhoro	1.602	329	2.016	415	2.926	602
Butaganda	-	-	1.185	158	1.729	230
Butaha	1.912	317	2.372	394	3.398	564
Cihonda	1.160	273	1.419	335	1.830	431
Gashikanwa	950	196	1.220	253	2.254	466
Gatare	1.486	352	2.039	484	2.998	712
Gatukuza	1.361	173	1.805	231	2.690	343
Gitanga	-	-	2.242	242	3.119	336
Kabamba	2.114	295	2.692	377	3.207	448
Kivumu	604	213	877	310	933	329
MaFuro	875	127	1.162	169	1.695	246
Maruri	1.064	209	1.327	261	1.814	356
Musumba	754	120	1.321	211	1.771	282
Ngoma	1.316	118	1.473	132	1.980	177
Nini	1.854	279	2.343	353	3.385	510
Nyarugunda	937	230	1.148	282	1.432	351
Remera	1.098	226	1.529	315	2.413	497
Ruhengeri	1.295	256	1.683	333	2.484	491
Rusengo	1.670	222	2.096	279	2.934	390
Rutambwe	1.773	241	2.218	302	3.032	413
Rutanga	999	177	1.404	249	1.835	325
Rwizingwe	1.033	269	1.339	350	1.498	391
Sabunda	1.665	630	2.363	895	3.485	1.320
Sigi	-	-	1.252	176	1.453	204

Sources: Tableau réalisé sur base des données de: -B.E.R.G.E.N(D.W), Op. Cit, p34
-R.G.P Août 1979, T1.4. Tome II, Vol VII ; -R.G.P.H Août 2008, Résultats préliminaires commentés, 2009, p.137.

Figure 3 : Représentation graphique de l'évolution de la répartition des densités de population par colline de recensement



Au regard du tableau n°5, n'importe quel lecteur peut se demander pourquoi les cases vides de certaines collines pour l'année 1979. Avant l'entrée en vigueur du décret- loi n°1/29 du 24 septembre 1982[1], les collines Butaganda et Sigi appartenaient respectivement aux Communes Kiremba et Marangara. Quant à la colline Gitanga, son nom n'existait pas encore et son territoire faisait partie de Kiremba . Aussi 22 collines ont été détachées pour constituer la Commune Nyamurenza, mais dont quelques unes furent attachées à des Communes frontalières. Parmi elles, il y a les collines Buye et Cahi qui font partie actuellement de Mwumba.

[1]Voir p.10 du présent travail.

:n outre, le tableau révèle une répartition inégale de la population sur les collines de la :one d'étude. En effet, les densités montrent que certaines collines sont surpeuplées, andis que d'autres enregistrent un sous-peuplement relatif. En 2008, dix-neuf sur ingt-quatre collines avaient des densités supérieures à 300hab/km^2 à savoir Sabunda 1.320 hab/km^2), Gatare (712 hab/km^2),Buhoro (602 hab/km^2), Butaha (564 hab/km^2) :t Nini (510 hab/km^2). Seulement quatre collines avaient des densités inférieures à 250 iab. /km^2. Il s'agit de Butaganda (230 hab/km^2), Mafuro (246 hab/km^2) ,Sigi (204 iab/km2) et enfin Ngoma (177 hab/km^2).[1]Le graphique précédent montre clairement 'évolution de cette inégale répartition.

Des raisons sont avancées pour justifier cette répartition inégale. Selon J.E BIDOU, *« les raisons du faible ou du fort peuplement des régions sont en grande partie liées au milieu naturel »*[2]. En outre, les sols fertiles et pouvant favoriser des cultures variées abritent des populations nombreuses. Au contraire les sols moins fertiles et dominés par de grands espaces incultes ont des densités très faibles.

Ensuite, la combinaison des facteurs historiques et géographiques peut influencer un peuplement élevé. C'est le cas de la colline Sabunda par exemple dont le peuplement résulte du fait de la fertilité du sol avec des cultures très diversifiées.

Aussi, le régime démographique de notre zone d'étude s'inscrit dans l'histoire de la *« traite qui, à l'échelle du continent africain, fait de la région méridionale des Grands-Lacs, une exception (la traite n'a pas dépeuplé cette région) ».*[3]

III. 2. 3 Evolution de la répartition de la population

Les résultats des trois recensements généraux (tableau n°5) nous font constater une évolution démographique spectaculaire, si nous observons les trois résultats pour chaque colline. A titre d'exemple, les collines Sabunda, Gatare, Remera, Gashikanwa et Musumba ont une population qui a plus que doublé de 1979 à 2008. Dans d'autres

[1] Ministère de l'intérieur. Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2008, résultats préliminaires commentés, 2009. p.137.
[2] BIDOU, J.E. et alii, Géographie du Burundi, Paris, Hatier, 1991,p.18.
[3] THIBON, C., Op. Cit., p.31.

comme par exemple Gatukuza, Mafuro, Ruhengeri, Nini et Rutanga, les densités ont approché le double durant cette même période. D'autres encore ont connu une augmentation de plus ou moins 50%. La seule colline de Ngoma, la moins peuplée de notre zone d'étude, a connu une évolution très lente des densités. De 118 hab/km^2 en 1979, elle est passée à 177 hab/km^2 en 2008.

En somme, la Commune Gashikanwa est densément peuplée. Cependant, on observe des disparités à l'intérieur de la région. Certaines collines sont plus denses, d'autres encore moins denses. En outre, ces densités manifestent une évolution spectaculaire à tel point que les terres de cultures sont engorgées de fortes occupations humaines. Les collines Sabunda, Buhoro, Gatare, Butaha et Nini l'illustrent.

Les espaces cultivables ont diminués, ce qui a entraîné une baisse de la production des vivriers, alors que comme dans le cas du pays dans son ensemble, la jeunesse de la population (plus de 56% de moins de 20 ans) accroît le nombre de gens à prendre en charge, y compris sur le plan alimentaire. En effet, dans la région de Buyenzi, on a l'impression qu'un optimum de peuplement et de mise en valeur a été atteint. La situation se complique en raison de la faiblesse des intrats et des innovations techniques (gains de productivité, stabulation du bétail) qui pourraient relancer l'intensification sur de nouvelles bases.[1]

II. 3.Composition de la population

Deux caractéristiques très importantes chez tout groupe humain sont l'âge et le sexe. L'être humain est le produit de l'union de deux individus de sexes opposés, conditionné par l'âge et le sexe. De plus, la dynamique de la population dépend de ces dernières. Il s'agit entre autres de la fécondité, de la nuptialité et de la mortalité que nous allons analyser plus tard.

La structure de la population par âge et par sexe permet en outre de déterminer la population active par rapport à la population totale d'une entité ou d'un pays donné.

[1] THIBON, C., Op. Cit, p.178.

Elle permet aussi d'établir le rapport de masculinité qui est le « *rapport, dans une population, de l'effectif masculin sur l'effectif féminin* ».[1]

II. 3. 1. Composition de la population par sexe

En 2008, on a recensé dans toute la Commune 27.268 hommes contre 29.818 femmes, ce qui correspond à 91,4 hommes pour 100 femmes. Ce rapport de masculinité est inférieur à celui du pays qui était de 95 hommes pour 100 femmes en 2008[2]. Aussi, il est inégal à l'intérieur entre des collines. Il était de 96,5% pour la Colline Gashikanwa (elle vient en première position) et de 83,7% pour la colline Kivumu[3] (elle vient en dernière position), soit un écart de 12,8 hommes pour 100 femmes.

Le déséquilibre de sexes s'explique principalement par la mortalité qui touche plus les hommes que les femmes. Plus encore, dans des entités très densément peuplées, les hommes émigrent plus que les femmes vers les zones où il y a encore des terres arables disponibles, d'autres vers les villes à la recherche d'emploi.

Alors qu'à la naissance les garçons sont plus nombreux que les filles dans la plupart des cas, le taux de masculinité diminue au fur du temps dans les zones d'émigration. En se référant aux rapports mensuels d'état civil, les résultats ont montré que de 2000 à 2010, sauf l'an 2004, les rapports des naissances enregistrés dépassaient 100 garçons pour 100 filles dans certains cas[4].

Cependant, durant la même période, la population totale de la Commune s'est toujours caractérisée par des effectifs élevés de femmes par rapport aux hommes. Si nous prenons comme exemple les données des recensements de 1990 et 2008, nous avons le rapport de masculinité de 94,2 hommes pour 100 femmes en 1990, contre 90,7 hommes pour 100 femmes en 2008. Les raisons de mortalité et d'émigration sont valables pour expliquer ce recul. La mortalité était en effet plus forte surtout en période de crise socio-politique, par exemple celle qui a éclaté en 1993, pour les

---

[1] PRESSAT, R., Analyse démographique : Concepts, méthodes, résultats, Paris, P.U.F., 1973, p.86.
[2] Ministère de l'intérieur, R.G.P.H. 2008, Résultats préliminaires commentés, T1.3, p28 et T2. 1, p14.
[3] Ministère de l'intérieur, R.G.P.H. 2008. Résultats préliminaires commentés, T1.3, p28 et T2. 1, p137.
[4] Rapport d'état civil, Commune Gashikanwa : octobre 2011.

hommes que pour les femmes. Aussi les accidents et les travaux durs (des hommes à la recherche de la survie font des travaux d'aide-maçon, de transport par taxis-vélo, etc.) qui sont l'autre cause de la mortalité affectent plus les hommes que les femmes. Ainsi, des décès qui sont déclarés à l'état civil, nombreux sont les hommes[1].

Pour l'émigration, bien que les émigrés ne déclarent pas leurs départs, les personnes enquêtées ont identifié des départs vers les provinces où il y a encore des espaces cultivables, surtout Muyinga, d'autres effectuant des déplacements temporaires[2].

Le tableau suivant montre l'évolution de la composition de la population de notre zone d'étude par sexe et dans le temps.

[1] Rapport d'état-civil, Commune Gashikanwa, octobre 2011.
[2] KANYANGE Immaculée, NDABACEKURE Clémence, MPOZENZI Audace, Enquête réalisée respectivement sur les collines Cihonda et Nini le 26/10/2011 et Kabamba le 31/10/2011.

Tableau n° 6 : Evolution de la composition de la population par sexe de 1990 à 2009.

Années	Hommes	Femmes	Total	%Hommes	%Femmes
1990	19.657	20.868	40.525	48,5	51,5
1991	20.222	21.467	41.689	48,5	51,5
1992	20.803	22.084	42.887	48,5	51,5
1993	21.453	22.796	44.249	48,5	51,5
1994	22.015	23.371	45.386	8,5	51,5
1995	22.429	23.859	46.288	48,5	51,5
1996	22.892	24.302	47.194	48,5	51,5
1997	23.291	24.804	48.095	48,4	51,6
1998	23.726	25.280	49.006	48,4	51,6
1999	24.513	26.023	50.536	48,5	51,5
2000	25.198	26.875	52.073	48,4	51,6
2001	26.004	27.606	53.610	48,5	51,5
2002	26.750	28.398	55.148	48,5	51,5
2003	27.499	29.193	56.692	48,5	51,5
2004	28.159	29.894	58.053	48,5	51,5
2005	28.835	30.611	59.446	48,5	51,5
2006	29.527	31.346	60.873	48,5	51,5
2007	30.324	32.192	62.516	48,5	51,5
2008	27.268	29.818	57.086	47,8	52,2
2009	27.922	30534	58456	47,8	52,2

Source : Tableau confectionné à partir des estimations de la population burundaise par communes de 1990 à 2009, ISTEEBU, Annuaires statistiques du Burundi 2000, n° 65, p.33 et 2009,n° 74, p.33.

Ce tableau illustre ce qui a été évoqué sur la composition de la population de notre zone d'étude par sexe. Cependant, il y a une particularité qui se manifeste pour les années 2008 et 2009.

Nous remarquons en effet la chute considérable des effectifs de populations pour tous es sexes. Cela serait peut être dû aux difficultés de la vie qui aurait entrainé des léplacements massifs des personnes vers les régions où les terres sont encore lisponibles ou vers des centres urbains en quête d'emploi, surtout pour les jeunes. Ainsi, les dénombrements auraient été effectués en l'absence de ces catégories de ersonnes.

I. 3. 2.Composition de la population par âge

C'est une autre caractéristique très essentielle de toute population. Plusieurs phénomènes tels que la fécondité, la nuptialité, la mortalité surtout affectent les ndividus selon leur âge.

Tableau n° 7 : Composition de la population de Gashikanwa par groupes d'âge et par sexe en 2009.

Groupes d'âge	Hommes	Femmes	Total
0-4	5.122	5.327	10.449
5-9	3.752	4.027	7.779
10-14	3.699	.3979	7.678
15-19	3.251	3.813	7.065
20-24	2.181	3174	5.356
25-29	2.015	2.151	4.167
30-34	1.296	1.434	2.730
35-39	1.313	1.357	2.670
40-44	1.042	1.069	2.111
45-49	1.084	1.017	2.101
50-54	797	844	1.640
55-59	572	503	1.075
60-64	416	415	830
65-69	292	255	547
70 et plus	610	652	1.263
Non-déterminés	479	516	995
Total	27.922	30.534	58.456

Source : Tableau réalisé à partir des estimations du ministère du plan et du développement communal entreprises par l'ISTEEBU, Annuaire statistique du Burundi 2009, n° 74, T. 1. 12, p 99.

Pour mieux interpréter les données de ce tableau, il nous semble commode de construire une pyramide des âges, parce qu' elle fournit des informations sur la

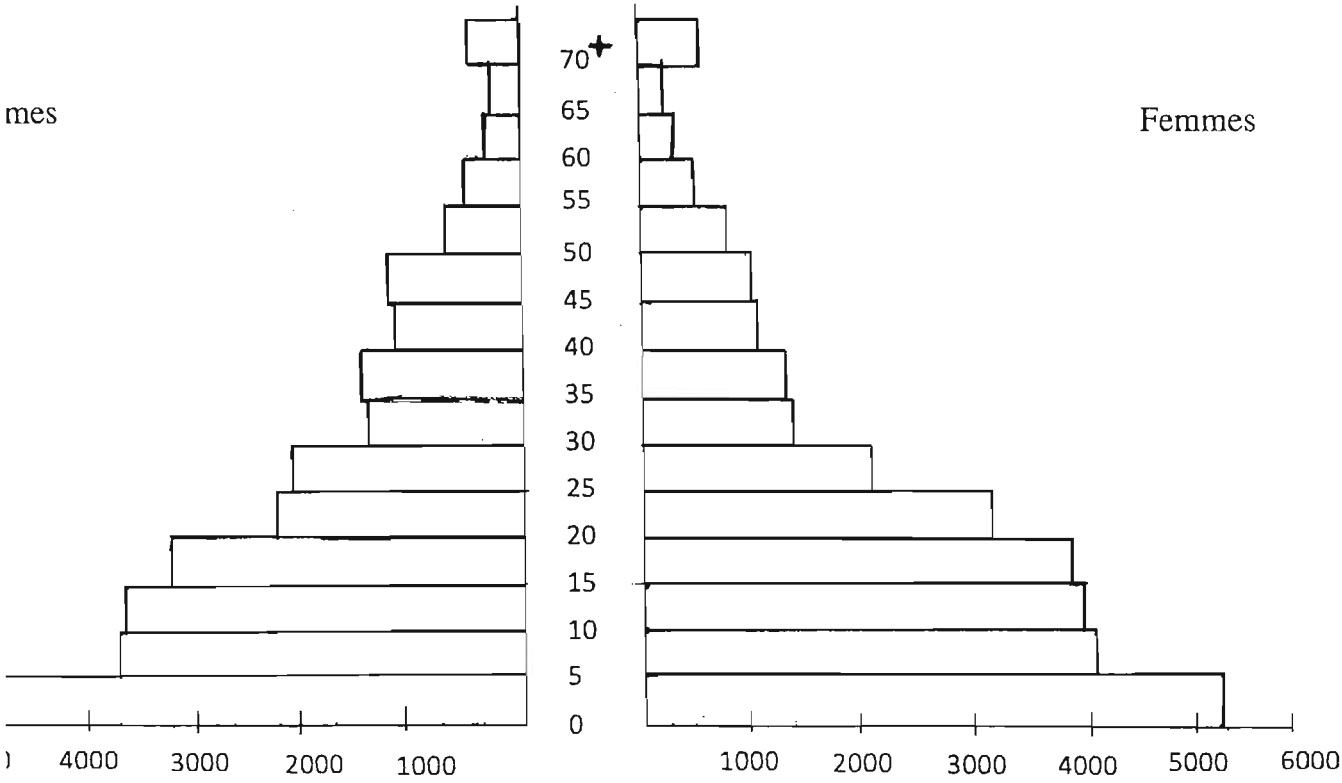
:omposition de la population par grands groupes d'âges à savoir les jeunes de moins le 15 ans, les adultes de 15 ans à 64 ans et les vieillards de 65 ans et plus. Ainsi, on a a composition suivante :

Tableau n° 8 : Composition par grands groupes d'âges.

Groupes d'âges	Hommes	Femmes	Total	%
0-14	12.573	13.333	25.906	44,3
15-64	13.967	15.775	29.742	50,9
65 et plus	902	907	1.809	3,1
N.D	479	516	995	1,7

Voici ce que donne sa représentation sous forme de pyramide des âges.

ɡure 4 : Pyramide des âges de la population de Gashikanwa en 2009.



ɔurce : Pyramide réalisée par nous-même à base des données du tableau n°7.

Si nous devrions commenter cette pyramide, nous dirions que sa forme à base large et à sommet étroit renseigne sur une population à majorité jeune, donc globalement à charge. Les estimations faites par l'ISTEEBU en 2009 montrent que pour un effectif total de 58.456 habitants, 44,3% étaient des jeunes de moins de 15 ans, 3,1% des vieillards de 65 ans et plus et 50,9% des adultes et valides de 15 a 64 ans[1]. Cet ensemble de jeunes et de vieillards, c'est à- dire 47,4% de la population totale était constitué de personnes à charge. Si nous comparons ces chiffres avec ceux de l'an 2001, nous remarquons que le taux de dépendance démographique a légèrement diminué. En effet, pour les 53.610 habitants en 2001, 48,8% étaient des jeunes de moins de 15 ans, 4,1% des vieillards de plus de 65 ans et plus ; soit 52,9% qui étaient des personnes à charge contre 47,1% de personnes aptes à produire[2]. Ainsi, les personnes à charge ont connu un recul de 5,5%. Toutefois, ce pourcentage est encore très élevé, étant donné que la population de notre zone d'étude est essentiellement rurale et vie de l'agriculture dont les rendements n'arrivent jamais à satisfaire tous les besoins essentiels.

II.3 .3. Composition socio-professionnelle

La Commune Gashikanwa est essentiellement rurale. Comme dans le pays en général, nous avons vu que la quasi-totalité de la population de notre zone d'étude vit presqu'exclusivement de l'agriculture. A titre d'exemple, en 1990, plus de 97% de ses habitants se consacraient aux travaux des champs, dont 53,9% de sexe féminin[3]. Seulement près de 3% s'engageait dans d'autres secteurs.

Ce pourcentage très minime rassemblait toutes les autres professions entre autres les services de la fonction publique, l'éducation, les emplois administratifs, le petit commerce, la maçonnerie, la menuiserie, la couture et les professions artisanales comme la vannerie, la poterie et la forge attribuées surtout aux familles des Batwa.

---

[1] Voir tableau n° 8 du présent travail.
[2] Ministère de la planification du développement et de la reconstruction, Annuaire statistique du Burundi 2000, n° 65, ISTEEBU, Bujumbura, février 2004, tableau n°1.12, p.100.
[3] Ministère de l'intérieur et du développement des collectivités locales, RGPH 1990, Résultats définitifs, Bujumbura, avril 1992, Tome II, Vol XIII, T4. 12.

Même aujourd'hui, l'autorité de la Commune, interrogée en octobre 2011, nous a répondu que plus ou moins 90% des habitants pratiquent de l'agriculture[1]. Donc, durant tous les 21ans, nous constatons que l'évolution de la population vers des activités autres que l'agriculture a été très lente.

De façon générale, et cela est aussi valable pour l'ensemble du pays, la quasi-totalité de la population est occupée par des travaux champêtres. Alors que la terre continue à être réduite par l'occupation humaine toujours croissante, l'avenir semble hypothéqué pour des milliers de ménages ruraux.

II. 4. Dynamique de la population

Nous venons de montrer et expliquer l'évolution démographique de la commune Gashikanwa, sa répartition ainsi que sa composition par catégories socio-professionnelles. Analysons maintenant les tendances à la croissance de cette population.

Notre analyse porte sur la nuptialité d'une part, et sur la fécondité et la mortalité, d'autre part. Il s'agit en fait de montrer l'impact de ces variables sur la croissance de la population de la zone d'étude.

II. 4. 1. Nuptialité

« *Ce qui caractérise encore la nuptialité dans les pays de culture non occidentale, y compris dans ceux où le mariage monogamique est la règle, c'est l'intensité toujours élevée, proche de la valeur maximale de 100%, plus particulièrement chez les femmes contrairement aux pays européens. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles le taux de natalité dans les pays en voie de développement est toujours élevé.* »[2] Cette réalité est applicable de manière valable à notre pays et particulièrement à la Commune Gashikanwa. Nous observons en effet chaque année un effectif élevé de mariages et sous divers types.

---

[1] NKURUNZIZA Pamphile, Conseiller technique de l'Administrateur communal de Gashikanwa, enquête réalisée à Gashikanwa le 24/10/2011.

[2] CLAVAL,P., Population et démographie, Paris, Librairie Larousse, 1976, p.86.

Si on tient compte de la primo-nuptialité, il en existe trois types selon NAVAS : *« le mariage officiel, le mariage traditionnel, le mariage cohabitation ou union libre ».*[1]

Actuellement, le mariage officiel (reconnu par l'administration publique et/ ou l'Eglise) et le mariage de cohabitation sont les deux types connus dans notre zone d'étude. Les mariages officiels sont enregistrés dans les registres d'actes de mariage à l'état civil de la commune ou dans les fiches de ménages dans le cadre de l'Eglise. Aussi les unions libres sont beaucoup pratiquées, mais leur inventaire reste difficile du simple fait qu'elles ne sont pas enregistrées.

Dans notre travail, suite à l'insuffisance de documents, nous nous servons uniquement des données recueillies dans les registres de mariages disponibles au service de l'état-civil de la Commune.

Ces documents nous ont montré que de 2000 à 2010, les mariages étaient fréquents chez les jeunes dont l'âge varie de 18 ans à 24 ans, avec un nombre plus élevé chez les filles que chez les garçons. A titre d'exemple, analysons les mariages qui ont été conclus en 2010.

Tableau n° 9 : Fréquence de nuptialité des célibataires selon les classes d'âges et le sexe en 2010.

Classes d'âges	Hommes	Femmes	Total
18-19	0	107	107
20-24	131	108	239
25-29	82	32	114
30-34	32	3	35
35-39	5	0	5
40-44	0	0	0
45-49	0	0	0
Total	250	250	500

Source : Tableau réalisé sur base des registres de mariage consultés par nous-même.

Manifestement, les femmes se marient très jeunes. En 2010, sur 100 femmes célibataires qui se sont mariées, 86 ne dépassaient pas l'âge de 24 ans. Cette intensité

[1] NAVAS, J., S/Dir, Famille et fécondité au Burundi, Approche sociologique, Bujumbura, Presses Lavigérie, 1977, p.19.

élevée de nuptialité chez les femmes aux bas âges influe largement sur l'élévation des taux de natalité. Ceci renvoie à la croissance élevée de la population, puisque l'augmentation de la proportion des femmes mariées aux bas âges entraîne l'augmentation de la fécondité.

Outre les mariages déclarés officiellement, nous observons des jeunes couples qui se forment sans déclarer leur union à l'état-civil. Plus encore, beaucoup se forment à l'âge précoce. Cette précocité influe aussi sans doute sur la fécondité, ce qui favorise une forte croissance démographique.

Il existe multiples motivations au mariage selon les sexes, mais aussi la société. Comme NAVAS le précise, *« au Burundi, la fécondité constitue pour les deux sexes, mais un peu plus pour la femme que pour l'homme, une motivation sérieuse au mariage »*[1]. Nous sommes du même avis avec l'auteur car, en se référant aux couples qui n'ont eu aucun enfant, nous avons découvert que presque tous entrent en conflits. D'une part, faute de divorce, le mari devient polygame pour voir si la deuxième épouse pourrait lui donner des enfants. D'autre part, la femme ou encore son mari peut aller tester si l'un ou l'autre est fécond ou non en dehors du foyer. Trois exemples sont connus par nous-même sur la colline Kabamba : un homme appelé Emmanuel qui, en 1998, a chassé son épouse l'accusant d'être inféconde après deux ans de cohabitation. L'autre cas est celui de NDUWIMANA qui maltraitait sa femme sous prétexte qu'elle était stérile, mais il fini par s'excuser après avoir découvert par test que le problème se trouvait chez lui-même. Aussi, TORATORA de la colline Gatukuza ayant son épouse qui avait mis au monde un seul enfant, a cherché une deuxième femme et est devenu polygame[2]. Des exemples sont multiples, mais nous nous limitons à ceux-là.

Même s'il est impossible de connaître le nombre précis de jeunes couples mariés en se référant aux données de l'état-civil, il apparaît que le mariage au bas âge, plus particulièrement chez les femmes, a une incidence manifeste sur la croissance de la population dans notre zone d'étude. Cela s'explique par la capacité élevée de

[1] J. NAVAS, S/Dir, Op. Cit., p. 24.
[2] KARORERO Prudence, enquête faite à Gatukuza le 28/10/2011.

eproduction des jeunes couples, comme il en est le cas dans presque tous les pays ous-développés.

I.4.2. Fécondité

Telle que la définit Reland Pressat, la fécondité est comprise comme *« le résultat de la procréation des hommes et des femmes ou des couples d'une population »*[1]. Elle fait référence à la natalité, elle-même étant la fréquence des naissances au sein de la population. Nous nous intéressons particulièrement ici à la fécondité des femmes en âge de procréer.

Selon GENDREAU, deux raisons expliquent cette référence à la population féminine : *« la période de procréation de la femme est plus limitée que celle de l'homme et l'identification de la mère d'un nouveau-né est plus simple que celle de son père »*[2].

Nous nous référons donc à la durée de procréation et à « l'intervalle intergénésique (la durée se trouvant entre deux naissances successives) »[3] pour déterminer le nombre d'enfants mis au monde par une femme. L'âge au premier mariage influe beaucoup sur la fécondité, de même que l'intervalle entre deux naissances successives. Ces variables sont très importantes dans la croissance démographique. Quand on se marie au bas âge, on a souvent tendance à mettre au monde beaucoup d'enfants, surtout dans la société burundaise à tendance pro-nataliste.

Dans notre pays, en effet, *« la fécondité abondante est comme une des valeurs fondamentales de la société burundaise ; elle est dans leur mentalité. Avoir de nombreux enfants est une bénédiction de Dieu »*[4]. Les couples voient une famille comme une richesse. De plus, et selon les croyances, beaucoup disent que les enfants sont des dons de Dieu, qu'on ne peut pas refuser ce que Dieu offre.

---

[1] PRESSAT,R., Op. Cit., p. 207.
[2] GENDREAU. F., La population de l'Afrique. Manuel de démographie. Paris, Karthala, 1993,p.268.
[3] NAHIMANA . I., Evolution démographique de la commune Kiganda (1942-1990), Mémoire, Bujumbura, U.B, 1996, p. 35
[4] NAVAS. J., S/Dir, Op.Cit., p.55.

Quand on conseille de réduire ou planifier les naissances, on a souvent des réponses du genre : « *Ntawoshobora kurenga itegeko ry'Imana* » ; si nous essayons de traduire les propos de cette paysanne que nous avons interrogée, nous avons : « *Personne ne peut passer outre l'ordre de Dieu*[1] ». Une autre femme nous a déclaré : « *Nzovyara abo Imana izompa bose, bazironderera* » ; en français, « *Je vais mettre au monde tous les enfants qui me seront donnés par Dieu, ils vont s'assurer eux-mêmes la survie*[2] ».

En disant tout cela, nos interlocuteurs surtout féminins ignorent manifestement l'impact des naissances fréquentes sur la croissance de la population. Ces femmes ne se rendent pas compte, en conséquence, des difficultés socio-économiques auxquelles elles-mêmes et leur progéniture devront faire face à terme.

Malgré cette menace, la fécondité burundaise, de même que dans notre zone d'étude, demeure depuis des décennies élevée. Dans bon nombre de familles, le nombre d'enfants est supérieur ou égal à 5 par femme, voire 8 ou 9 dans certains cas. De plus, l'évolution de la natalité révèle chaque année des naissances de loin supérieures aux décès. Ainsi, l'accroissement naturel restant positif caractérise une population qui ne cesse d'augmenter. Le tableau n°10 renseigne sur l'effectif annuel des naissances vivantes par rapport aux décès.

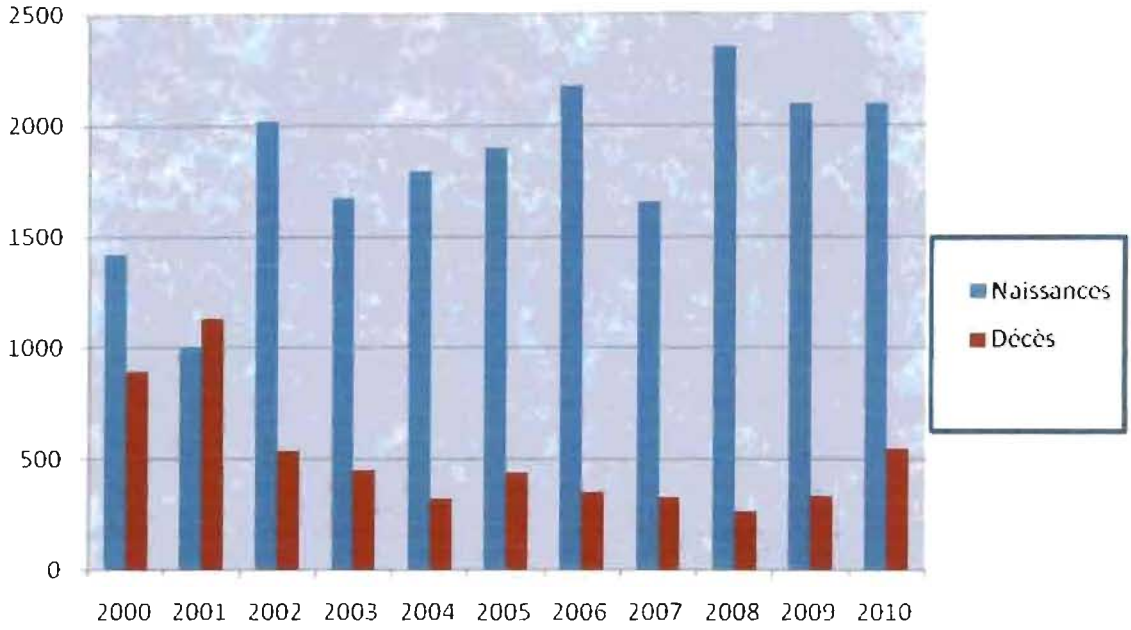
Tableau n°10 : Evolution de la natalité par rapport à la mortalité en Commune Gashikanwa.

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Naissances	1.415	1.002	2.019	1.673	1.793	1.897	2.177	1.656	2.348	2.098	2.098
Décès	894	1.128	536	451	324	435	351	326	264	332	546

Source : Rapports mensuels d'état-civil.

[1] NKURIKIYE Espérance, enquête faite à Gatukuza, le 28/10/2011.
[2] BUTOYI Médiatrice, une cultivatrice de la colline Rutanga, enquête faite le 31 octobre 2011.

Figure 5 : Evolution de la natalité par rapport à la mortalité de 2000 à 2010



En regardant ce graphique, nous constatons que, sauf en 2001, les naissances sont demeurées de loin supérieures aux décès. Nous aimerions signaler que des chiffres figurant dans ce tableau ne constituent pas la réalité parfaite car, d'une part, l'insécurité des années de crise aurait empêché certaines personnes d'aller déclarer les nouveau-nés et les décès à l'état-civil. D'autre part, certaines ignorent l'importance de l'état-civil et ne font pas enregistrer les leurs. Malgré tout cela, les cas enregistrés montrent que les naissances sont restées invariablement supérieures aux décès dans la zone d'étude.

Il se dégage en tout cas que la fécondité de la population d'une entité donnée, plus précisément de la population féminine, est une importante variable de la croissance démographique de cette entité[1]. Gashikanwa a été tenue comme étant une zone à fécondité élevée, d'où ses habitants sont envoie d'accroissement rapide.

[1] NAHIMANA,I.,Op.Cit.,P.35.

Conclusion du chapitre

Au terme de ce chapitre, nous constatons que le surpeuplement, qui fait l'objet de discussion depuis plusieurs décennies, n'a pas épargné le Burundi en général et notre zone d'étude en particulier.

En effet, depuis le premier recensement d'août 1979, l'effectif de la population a connu une évolution très remarquable. Les densités de la quasi-totalité des collines de la zone d'étude n'ont cessé de croître : 250 habitants au km^2 en 1979 ; 399,8 habitants au km^2 en 2008. Ces densités continuent à s'élever, tandis que la superficie de la commune de 142,78 km^2 reste toujours la même.

On a vu que la population est inégalement répartie sur les collines, pour plusieurs raisons dont le milieu naturel, la fertilité du sol, l'emplacement de la colline. Aussi, cette population est composée de femmes dont l'effectif prime sur celui des hommes et dont plus de 90% pratiquent l'agriculture, avec une proportion très élevée de personnes à charge. Enfin, la natalité est très élevée, d'où l'accroissement naturel toujours positif et élevé. Ses conséquences sur le plan économique et social sont analysées au chapitre suivant.

CHAPITRE III : LES EFFETS DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE SUR LA VIE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA POPULATION.

Introduction

Tout au long du chapitre précédent, l'analyse des aspects démographiques a révélé une croissance rapide et positive dans l'espace géographique de notre zone d'étude. Nous remarquerions à cet effet une corrélation entre l'évolution démographique et les différentes manifestations économiques et sociales. Cette croissance de la population exerce une pression considérable sur les ressources naturelles, en particulier sur la terre et sur les infrastructures socio-économiques, avec des conséquences considérables sur les conditions de vie des populations[1]. Le poids de cette croissance sur la vie de la population burundaise et plus particulièrement de notre zone d'étude, ainsi que l'adaptation de la population aux conditions qui s'imposent constitueront le fond de cette dernière partie de notre travail.

III.1.Défis majeurs de la croissance de la population

Selon PRESSAT, *« considérée isolement, la venue d'un enfant se traduit par des coûts divers pour les parents de l'enfant et la société : nourriture, soins divers, éducation, formation professionnelle ; l'intégration dans la population active suppose la mise à la disposition de ce jeune travailleur de locaux et d'outillages lui permettant de produire. »*[2] Or, pour notre cas, le jeune burundais est confronté à une situation qui rend de plus en plus difficile son intégration dans la population active. Les zones burundaises engorgées de fortes densités démographiques se heurtent à de nombreux défis. Ces derniers n'épargneraient pas notre zone d'étude localisée dans la région de plateaux centraux, caractérisée par un surpeuplement spectaculaire.

---

[1] République du Burundi, Politique sectorielle du ministère de la planification, du développement et de la reconstruction nationale, Bujumbura, juin 2006, p.38

[2] PRESSAT, R., Démographie sociale, Paris, P.U.F, 1971, p.115.

II.1.1.L'exiguïté des terres

Il a été constaté au début de ce travail que, notre pays en général, et la Commune Gashikanwa en particulier, est essentiellement rural. En conséquence, la terre a été considérée comme une ressource économique de première importance, mais surexploitée.

En effet, les travaux effectués en 2006 par le ministère de la planification du développement sur la situation des ressources humaines et l'emploi admettent que « *plus de 95% de la main-d'œuvre active est occupée dans le secteur agricole. Or, la main d'œuvre agricole a une productivité faible et reste soumise à un sous-emploi important.* »[1] Cela est conçu comme une réalité, étant donné que la masse importante de la force de travail orientée vers l'agriculture manque de terre à exploiter, suite aux espaces qui ne cessent d'être réduits par des maisons d'habitation. Bien plus, la diminution des exploitations renvoie à la réduction des rendements, tandis que la population augmente d'une année à l'autre.

Christian THIBON qui connaît bien le Burundi le précise bien dans ces termes : « *La pression démographique s'accompagne d'une réduction de la taille moyenne des exploitations paysannes qui passent de 1,4 hectares en 1947 à 0,88 hectares en 1982, pour atteindre 0,60 hectares en 1990. Ces moyennes recouvrent des écarts et des différences régionales, minimes au regard des moyennes continentales, mais importants dans la réalité burundaise.* »[2] Notre zone d'étude se place dans ce contexte, en ce sens que nous avons découvert qu'elle se situe dans la région à plus forte occupation humaine.

Cette forte occupation a été constatée dans les données tirées des recensements généraux et des enquêtes effectuées dans le cadre du Burundi en général, et de la Commune Gashikanwa, en particulier. Nous l'avons également constaté au cours des

[1] République du Burundi, Ministère de la planification, du développement et de la reconstruction nationale. Op.Cit., p.39.
[2] THIBON, C., Op.Cit., p.178.

enquêtes que nous avons menées auprès de la population de différentes collines de la zone d'étude : les collines visitées dont Buhoro, Sabunda, Nini, Gatare le confirment.

En effet, la plupart des personnes interrogées nous ont rassuré que leurs propriétés sont fertiles, mais qu'elles ne parviennent plus à satisfaire leurs besoins alimentaires. Ils l'ont exprimé en ces termes : *« Isi yacu iramera ariko ntidutosha kuko usanga umuryango ufise agapande gato cane. Amatongo yaraze ntitukigira aho turima. »*[1] Ce qui est traduit par: *« La tere est fertile, mais les rendements sont faibles suite au morcellement de la propriété familiale. La taille des exploitations a été très réduite, nous n'avons plus de parcelles suffisantes à exploiter. »* Cela engendre le plus souvent de nombreuses difficultés pouvant générer des conflits fonciers, mais aussi la pauvreté perpétuelle dans les familles.

III.1.2.Les conflits fonciers

Les données et informations recueillies ont prouvé que les superficies des exploitations agricoles se sont considérablement réduites ces dernières années. Encore ne cessent-elles de diminuer. Depuis l'an 1979 jusqu'à l'heure où nous sommes nous avons remarqué une réduction progressive de la taille moyenne des exploitations. Cette constatation tient compte des densités moyennes de notre zone d'étude qui sont passées de 250 habitants au km² en 1979 à 399,8 habitants au km² en 2008 comme on a dû le voir. Aussi faut-il signaler des disparités qui se manifestent à l'intérieur de la Commune. Ainsi par exemple, la plupart des collines de recensement connaissaient des densités dépassant 300 habitants au km² dont certains excédaient largement 500 habitants au km².

Cette concentration excessive d'hommes sur un territoire dont la superficie demeure inchangée ne manquerait pas de générer des conflits au sein de familles. En effet, au cours de l'enquête que nous avons menée sur les collines de Rwizingwe, Ruhoro,

[1] Enquête menée sur 5 collines de la zone d'étude en janvier 2012 : Cihonda, Sabunda, Butaha, Gatukuza et Rutanga respectivement auprès de MBARUSHIMANA Félix, BANKUWUNGUKA Venant, UWIMANA, NSHIMIRIMANA Godelième et NIYONKURU Pascal. Ici, nous n'avons retenu que l'idée générale exprimée par nos inerlocuteurs qui, par ailleurs, convergent sur le fait que les terres se réduisent remarquablement dans cette Commune.

Rutanga, Sabunda et Kabamba, presque tous nos interlocuteurs sont revenus sur des mésententes entre des familles, liées aux disputes des terres cultivables. A titre d'exemple, citons le cas de cette vieille dame de Rutanga qui a été dépouillée de sa propriété par ses neveux. C'est après le recours au tribunal de résidence de Gashikanwa qu'elle a été rétablie dans ses droits[1]. L'autre cas est celui d'un homme de Buhoro qui, en 1994, a profité de la crise pour tuer son frère dans le but de s'emparer de son héritage foncier.[2]

Il en existe une multitude d'autres litiges fonciers liés au surpeuplement de la région, mais nous avons préféré signaler seulement ces quelques cas que nous avons jugés représentatifs. Ce qui est sûr , c'est que ce problème foncier engendre la mésentente et par conséquent la haine non seulement entre frères mais aussi entre parents et enfants, ce qui engendre la désagrégation de la famille, qu'elle soit nucléaire ou élargie.

Le développement de la haine fondée sur la faim des terres pousse des personnes à s'accuser mutuellement de sorcellerie dans la plupart des cas pour justifier la mise à mort de l'ennemi désigné. C'est le cas d'un jeune marié de la colline Kabamba qui, suite à une discorde sur le morcellement de la propriété, a causé le désordre dans la famille. Il a même tenté d'éliminer son grand frère. Il a fallu l'intervention extérieure pour que l'ordre soit rétabli. Nous devons cette information à BAPFAMUKANWA, voisin de la famille affectée par le problème.[3] L'entretien avec un juge du tribunal de résidence de la Commune Gashikanwa nous a permis d'approfondir notre enquête sur ce sujet. Ainsi, selon lui, plus de 70% des litiges qui se présentent au tribunal sont liés aux problèmes fonciers[4].

En somme, le conflit foncier est un des principaux problèmes qui hantent les familles de Gashikanwa, mais, on sait que la réalité est plutôt nationale. L'insuffisance d'espaces agricoles a exacerbé et exacerbe encore aujourd'hui la haine, conduisant à la dégradation de la vie familiale, voire de la société dans son ensemble.

---

[1] Il s'agit de INANDABUNGA, enquête faite par nous-même à Rutanga, le 31/10/2011.
[2] NTIBANTUNGANYA Gilbert, chef de colline Buhoro interrogé le 30 janvier 2012.
[3] Enquête réalisée à Kabamba, le 30/1/2012.
[4] NIMBONA Francine, juge au tribunal de résidence de Gashikanwa, enquêtée le 24/1/2012.

II.1.3.Le problème de survie des familles

Outre les conflits qui dévalorisent la vie communautaire, une propriété morcelée, bien que fertile, procure des rendements très faibles. CALDWELL l'admet quand il dit ceci: « *Les raisons pour lesquelles un accroissement rapide de la population risque de ralentir le développement économique et l'amélioration du bien être individuel sont multiples : la croissance de la population qui dépasse de loin celle de la production ; l'accroissement rapide de la population qui risque de grever plus lourdement les ressources disponibles, que l'on considèrent le montant de ces ressources en valeur absolue ou la cadence à laquelle il est possible de dégager des ressources naturelles.* »[1]

Nous ne faisons que partager l'avis de cet auteur, bien qu'il ne connaisse pas le Burundi, dans la mesure où l'accroissement démographique de notre pays et surtout de notre zone d'étude est de loin supérieur à celui de la production. Nous pourrions même dire qu'il est inversement proportionnel à celui des rendements disponibles pour assurer la survie de la population.

Nous avons, en effet, constaté lors de l'analyse des données statistiques à notre disposition, une évolution rapide des effectifs de population, tandis que les espaces agricoles ne l'ont jamais été. Au contraire, ils se réduisent au fur et à mesure que les densités humaines augmentent. Or, Gashikanwa, à l'instar des autres Communes du pays, a été perçue comme un espace essentiellement rural. La quasi-totalité de sa population active est paysanne avec comme activité primordiale l'agriculture.

Plus grave encore, le mode d'exploitation est encore traditionnel. Ce secteur serait donc rentable dans la mesure où la terre arable serait très étendue pour accueillir la totalité de la main-d'œuvre active. Dans ce cas, toutes les forces productives seraient déployées.

CALDWELL, J.C, Croissance démographique et évolution socio-économique en Afrique de l'Ouest, New York, The population council, 1973, p.5.

A cela devrait s'ajouter les réserves des terres mises en jachère pour permettre la persistance de la fertilité. Mais aujourd'hui, la jachère y est impossible. Les terres sont plus fréquemment cultivées avec le mélange des cultures, la rotation n'étant plus possible.

L'exploitation trop fréquente de la terre a conduit à sa détérioration. Ainsi, la dégradation des terres cultivables accompagnée d'une masse importante de population active non occupée ont conduit à l'inaptitude des familles à satisfaire leurs besoins alimentaires de base. Les rendements sont devenus médiocres, réduisant sensiblement la capacité des populations à se nourrir, sans parler de l'absence des excédents agricoles commercialisables.

Devant la diminution notoire des productions agricoles, les chefs des familles se mettent à courir, les nerfs tendus afin d'obtenir au moins le menu quotidien. Une personne contactée au cours de l'enquête résume la situation comme suit : « *Amatongo n'aho amera ni mato cane. Abana mfise barakwiye ntabandi nkeneye, kuko bongora kuronderera.* »[1] La traduction nous donne ceci : « *Les exploitations agricoles, quand bien même elles sont fertiles, sont très petites. Les enfants à ma charge me suffisent, je n'en ai pas besoin d'autres car il serait pour moi difficile, voire impossible de les prendre en charge.* »

Les propos de cette paysanne mettent en lumière les difficultés de survie suite à l'état actuel des terres morcelées. Rares sont des familles, qui, aujourd'hui, peuvent prendre deux repas dans une seule journée. De même, de nombreuses familles sont incapables de payer leurs soins de santé quand elles tombent malades. La malnutrition est devenue également un problème général et affecte souvent les enfants au bas âge et les personnes âgées sans ressources.

[1] Déclarations de KANYANGE Immaculée de Cihonda, enquête menée le 26 /10/2011.

La pression démographique qui conduit, selon THIBON, à la « *faim des terres et des bras* »[1] est enfin un handicap à la survie de la population en général, et l'est devenu particulièrement pour celle de Gashikanwa qui nous occupe.

II.1.4.L'entrave à la politique nationale d'éducation

Parmi les programmes nationaux privilégiés par l'Etat ces dernières décennies, l'éducation a été placée dans les priorités. Ce secteur lié à l'instruction est appelé à jouer un rôle le plus déterminant dans l'évolution de la société burundaise dans laquelle est inclue notre zone d'étude.

II.1.4.1.L'importance de l'instruction

L'éducation liée à l'instruction est conçue comme la base du développement socio-économique de tout pays ou toute région ou entité déterminée. Un peuple bien formé agit dans le sens d'un développement économique et social durable. Un pays sans intellectuels est comme une voiture sans moteur. C'est la raison pour laquelle l'éducation, comme ailleurs dans d'autres pays, doit être parmi les priorités de l'Etat burundais.

L'enseignement dans notre pays date de la période coloniale. Elle consistait, à ses débuts, à scolariser les enfants des chefs et sous-chefs, ainsi que les enfants des favoris des chefs. Selon GAHAMA, *«seuls les enfants des Baganwa et quelques Batutsi et Bahutu influents pouvaient fréquenter un enseignement post-primaire »*.[2] L'enseignement était donc sélectif. Ainsi, à l'indépendance du pays, très peu de Burundais étaient instruits. Au niveau qualitatif, l'enseignement excluait toute idée d'élite à tel point qu'en 1960, le Burundi ne comptait aucun universitaire. Pour les Belges, *« Pas d'élites, pas de problème »* : les éducateurs belges avançaient cette

[1] THIBON, C., Op.Cit, p.209.
[2] GAHAMA,J., Le Burundi sous l'administration belge, Paris, Karthala, 2001, p.259.

aison en pensait que le français n'était nécessaire qu'aux seuls séminaristes qui ıpprenaient la philosophie et la théologie.[1]

)urant cette même période coloniale, les écoles étaient encore à un nombre très réduit. ₋a plupart étaient des écoles des missionnaires dont la majorité des catéchuménats. De)lus, les écoles secondaires étaient très peu. Après l'indépendance, l'enseignement a :onnu une certaine évolution et les établissements scolaires ont été multipliés. Toutefois, il était confronté à des difficultés, entre autres l'insuffisance des bâtiments)ouvant accueillir tous les enfants en âge de scolarité, l'insuffisance du personnel ıualifié et le trajet souvent long que devait effectuer les élèves pour arriver à l'école.

Pour promouvoir l'éducation de qualité, l'Etat devrait affronter courageusement ces léfis en tenant en considération les fruits de l'éducation : ce sont des gens formés qui)rientent la vie du pays dans tous les domaines. C'est parmi l'élite intellectuelle que ;ont choisis les experts pour l'élaboration des politiques nationales. L'Etat doit donc léployer tous les efforts possibles pour améliorer les performances du système éducatif.

En pensant à l'amélioration de l'éducation, le gouvernement du Burundi a mis en place lepuis 2005, la politique de scolarisation primaire gratuite. Néanmoins, on remarque ıue depuis des décennies, des jeunes en âge de scolarisation augmentent d'une année à 'autre sans que les infrastructures d'accueil et les ressources humaines pour leur :ncadrement ne suivent le même rythme. Comme l'écrit Caldwell: *« Il est clair que beaucoup de gouvernement sont embarrassés, et le seront encore plus dans l'avenir, par l'augmentation du nombre d'enfants d'âge scolaire, augmentation si rapide qu'on ne saurait prétendre parvenir à scolariser de tels effectifs dans un proche avenir. »*[2]

De manière inconsciente, cet auteur décrit exactement la situation qui prévaut dans notre pays où les efforts consentis risquent d'être anéantis par le gonflement démesuré des effectifs d'enfants à scolariser.

---

[1] GAHAMA,J., Op.Cit., p.260.
[2] CALDWELL, J.-C, Op.Cit, p.5

II.1.4.2.Le poids de la croissance démographique sur la scolarisation

Selon toujours Caldwell, *« une population en voie d'accroissement rapide comprend une proportion relativement faible de population active et un fort pourcentage de personnes à charge. »*[1] Plus de 95% de ces dernières sont des jeunes. Cette jeunesse de la population constitue un coût important, non seulement pour l'économie familiale, mais encore pour l'Etat.

Les idées de cet auteur américain sont beaucoup plus explicatives de la situation éducative qui commence à s'observer dans notre zone d'étude comme dans le cadre général du Burundi. En effet, avant l'an 2005, il n'y avait pas encore d'excédent d'enfants dans les écoles. Avec l'année 2005-2006, le gouvernement du Burundi, voulant mettre en œuvre la politique d'éducation pour tous, a instauré la gratuité de l'enseignement de base. Dès lors, les écoles ont été engorgées d'enfants. Cela est dû sans doute à la suppression des frais de scolarité, mais encore et surtout à une fécondité élevée qui a haussé les effectifs en âge scolaire.

Suite à la jeunesse de la population toujours en accroissement, les effectifs dans les écoles augmentent chaque année depuis l'an 2005. Les salles de cours sont surchargées. Lors des enquêtes réalisées en janvier 2012, nous avons relevé des écoles dont les classes comportaient 70 à 80, voire 100 élèves. Cet effectif est à la charge d'un seul éducateur, avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer sur le plan pédagogique. Notre observation a porté sur les écoles primaires de Nini et de Gashikanwa.

Ce constat a également été fait au niveau de trois établissements secondaires que nous avons visités dans le cadre de notre enquête : ce sont les collèges communaux de Ngoma, Gatobo et Remera. La moyenne d'élèves par classe et pour chaque établissement est de 80.

L'augmentation sans cesse des effectifs dans les établissements scolaires entraîne l'augmentation des dépenses publiques. En effet, plus les effectifs croissent, plus l'Etat

[1] CALDWELL, J.-C., Op. Cit., p.5.

loit dépenser dans la construction des infrastructures scolaires, mais aussi fournir les nobiliers et du matériel pédagogique. A cela, il faut ajouter le budget pour le ɔayement du personnel enseignant et administratif nouvellement recruté.

L'Etat se trouve donc dans l'obligation de débloquer des fonds alloués à ces dépenses, ıfin de s'efforcer d'accomplir sa mission. Cet acte augmente sans doute les dépenses le fonctionnement, au lieu de privilégier également les secteurs d'investissement lirectement rentables. Les besoins s'étant accrus, il devient de plus en plus difficile l'assurer la meilleure éducation. L'Etat ne parvient pas à engager le personnel ;uffisant et la plupart des écoles ne reçoivent pas tous les documents pédagogiques ıécessaires. Par conséquent, la qualité de l'éducation est pratiquement sacrifiée pour 'aire face à des classes pléthoriques.

Si l'Etat ne double pas d'effort dans la poursuite de la politique consistant au déclin de a fécondité et, par la suite, à la réduction de la natalité, la politique d'éducation pour ous ne sera qu'un échec. L'afflux des jeunes en âge scolaire qui continuent à ıugmenter les dépenses constitue déjà un obstacle à cette politique. Ainsi, une éducation de qualité qui contribuerait à l'amélioration du bien être social nécessiterait a meilleure résolution du problème démographique. Ainsi, la diminution des dépenses ılouées à l'éducation permettrait à l'Etat d'investir dans des secteurs plus rentables économiquement.

III.1.5.L'entrave à la santé pour tous

L'on ne saurait clore ce débat sur les inconvénients du surpeuplement, sans jeter un regard sur le domaine de la santé. En effet, la politique sanitaire, si elle est bien conçue et exécutée, constitue une des politiques qui orientent le pays ou la zone géographique donnée vers un avenir meilleur. Une personne saine est un élément important pour le développement.

Pour préserver la santé de la population, il faut améliorer la quantité et la qualité de sa nutrition. Cependant, on sait que *« la malnutrition est un phénomène caractéristique*

d'une zone sous-développée »[1]. Evidemment, la population de notre zone d'étude, surtout les enfants, n'échappent pas à ce phénomène. Cette malnutrition entraîne par exemple la faiblesse de l'organisme qui ne peut plus résister aux maladies. Les ressources alimentaires qui ont plutôt régressé au lieu d'augmenter au même rythme que la population ont aggravé la situation sanitaire. Au cours de l'enquête sur la colline de Rutanga, l'enquêté qui a quatre enfants alors que sa parcelle ne va pas au-delà d'un quart de hectare nous a fait part son incapacité à assurer leur vie. Nous n'y revenons pas pour avoir parlé de l'impact du rétrécissement des terres sur l'alimentation des populations.

Aussi, leurs soins lui coûtent chers alors que son revenu est médiocre. Il nous a dit : *« Ku gapande k'itongo katarenza ica kane c'ihegitari, abana bane barangora kugaburira no kuvuza. Iyo hataba umugambi wo kuvura ku buntu abana batarenza imyaka itanu ho sinokwakije. »*[2] Littéralement: *« Avec une propriété d'un quart de hectare, il m'est très difficile de nourrir et de soigner mes quatre enfants. Je suis heureux de voir certains d'entre eux bénéficier du programme des soins gratuits ; si ce n'était pas ainsi, je n'y parviendrais jamais. »*

Comme complément aux réponses de notre informateur, ROBATEL et ses collaborateurs précisent les conséquences de la fécondité élevée sur la mère et la famille : *« La santé s'affaiblit parce que les naissances épuisent la mère. La fécondité est néfaste aux enfants. S'ils sont nombreux, ils manquent de soins et souvent ils ont une nourriture insuffisante. »*[3]

Nous sommes d'accord avec cet auteur ; la forte fécondité observée à Gashikanwa a des répercussions non seulement sur la santé familiale, mais encore sur le développement de cette entité administrative. Dans l'objectif d'assurer la santé pour tous, le gouvernement a également mis sur pied, toujours en 2005, le programme des soins gratuits pour les femmes en couche et les

[1] NAHIMANA,I, Op. Cit., p.44
[2] NIYONKURU Pascal, agriculteur, chef de famille, colline Rutanga, le 24 janvier 2012.
[3] ROBATEL, J.P., et alii, Les problèmes de la population au Burundi : Résultats d'une enquête sur les motivations démographiques des Barundikazi, Bujumbura, U.B, 1974,p.152.

:nfants de moins de cinq ans. Cependant, les effectifs bénéficiaires de ces soins ıugmentent sans cesse. Cela tend à faire obstacle à la préservation de la santé et ıboutit à la stagnation, voire à la régression de l'économie et des structures de soins. Aujourd'hui, les centres de santé que nous avons visités dans notre zone d'étude sont lans l'incapacité de soigner tous les malades qui s'y présentent. Dans cette situation, a multiplication des infrastructures sanitaires, l'augmentation du personnel soignant et le la quantité de médicaments seraient d'une grande importance. Mais, toutes ces nitiatives exigent des moyens que l'Etat ou les collectivités locales ne peuvent pas nobiliser. Les frais engagés dans ces réalisations deviendraient excessifs, tandis que l'autres secteurs de production auraient tendance à être oubliés.

Somme toute, la croissance de la population qui n'est pas proportionnelle à celle des 'essources renforce davantage la pauvreté des gens. De plus, elle hypothèque gravement la politique nationale de « santé pour tous » voulue par le gouvernement.

II.2.Attitudes de la population face aux contraintes socio-économiques

Il a été déjà relevé que l'accroissement de la population à Gashikanwa comme dans :out le pays, a réduit sensiblement la superficie des terres arables. Cette situation a :ntraîné la dégradation des conditions de vie à la campagne et compromet dangereusement l'exécution des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté et le développement.

Cette inaptitude à pourvoir aux besoins a conduit à l'adoption de différents :omportements visant la poursuite de la survie.

II.2.1.L'émigration

I ne serait pas aisé de parler d'émigration sans avoir dit un mot sur le concept de migration ». Il désigne une *« forme de mobilité spatiale entre deux unités éographiques entrainant un changement de résidence. Les migrations internes ecouvrent les changements de domicile d'une unité à l'autre à l'intérieur du territoire ational. »*[1] On comprend ainsi qu'il s'agit des flux de migrations au départ des erritoires de fortes densités vers les territoires de faibles densités.

\ partir de cette définition de « migration », il ressort deux termes : « émigration » et immigration ». Pour le cas qui nous concerne, nous insistons sur l' « émigration ». :n effet, notre zone d'étude étant plutôt densément peuplée, les déplacements 'effectueraient à partir de celle-ci vers les zones les plus faiblement occupées. La ituation alimentaire dramatique pousse certaines personnes à aller s'implanter ailleurs lans d'autres régions plus ou moins dégagées et offrant des opportunités de se nourrir. Toutefois, les recherches effectuées n'ont pas procuré des données fiables sur ce sujet. L'état- civil n'a mis à notre disposition que l'émigration féminine, suite au mariage ıvec des époux étrangers à la Commune. Or, pour être d'accord qu'il s'agit d'une vraie :migration, il faut que tous les membres de la famille aient quitté la zone d'origine. Mais, aucune des sources écrites que nous avons consultées n'a identifié ces cas l'émigrants.

Cependant, l'absence des documents écrits relatant les effectifs d'émigrants ne signifie ɔas que ce phénomène n'existe pas dans la Commune. Seulement, les départs ne sont ɔas enregistrés. Les entretiens que nous avons eus avec des natifs de trois collines de Gashikanwa, révèlent des départs vers des régions où il y a encore des espaces surtout ı Muyinga et Cankuzo[2]. Mais, de manière générale, nous avons constaté que les léplacements définitifs des populations sont très peu observés. Sauf quelques cas qui ıe voient aucune autre ressource que le travail des champs, tout le reste adopte l'autres attitudes en demeurant attachés à la zone d'origine.

Nations Unies, Dictionnaires démographique multilingue, New York 1958, p.62.
MINANI Isaac, KANYANGE Immaculée et GAHENE Jean Berchmans: enquête d'octobre 2011 espectivement sur les collines de Kabamba, Cihonda et Maruri.

Mais le fait de garder l'attachement aux collines d'origine peut-il être interprété comme l'ignorance des possibilités du mieux-être existant dans d'autres milieux ? On ne sait pas. Ce qui est certain, c'est que la population de notre région ne peut plus vivre exclusivement des rendements issus du travail des champs. Plutôt, elle s'engage dans d'autres activités, ou en crée de nouvelles susceptibles de leur offrir le minimum possible de moyens pour survivre. Par exemple, des jeunes personnes se rendent dans la ville pour tenter leur chance, d'autres s'adonnent à des travaux de construction ou deviennent des taxis-vélo, etc.

II.2.2.L'exode rural

Il s'agit d'un rappel. Située en milieu rural, notre région connaît une économie exclusivement agricole alors que les espaces exploités ne cessent de diminuer. L'augmentation de la population active non occupée a conduit ainsi, comme elle l'est aujourd'hui même, à l'exode rural. L'évolution de l'exode rural a entrainé un accroissement des activités non agricoles. Elle accroît également le taux de chômage dans les zones d'arrivée, surtout dans les villes.

Le morcellement foncier fait que les travaux des champs soient aujourd'hui quasiment réservés aux femmes. Le chef de ménage de même que les jeunes actifs, partent à la recherche du complément (nourriture ou argent) aux faibles récoltes des champs. Les travaux exercés sont souvent très durs : c'est le cas de la maçonnerie ou de la menuiserie qui demandent beaucoup d'endurance.

Selon l'activité exercée, certains peuvent passer plusieurs semaines au lieu de travail. Le revenu tiré de ces activités garantit de la nourriture à bon nombre de familles. L'un des enquêtés l'a exprimé en ces termes : « *Udufaranga two mu kwubaka amazu turahadutora. Ntidukira ariko kandi ntidupfa.* » En français, nous pouvons le traduire ainsi : « *Nous survivons grâce à la rémunération issue des travaux de construction. Nous ne devenons pas riches, mais quand même nous ne mourrons pas.* »[1]

[1] MPOZENZI Audace, un maçon enquêté à Kabamba le 31/10/2011.

L'on comprendra que ces nouvelles adaptations à la situation qui s'est imposée est l'une grande importance pour la zone. Néanmoins, ce mode de vie n'est pas rassurant. En effet, divers contrastes se manifestent souvent. D'après NKURUNZIZA, un des aide-maçons contactés à Kabamba, c'est un travail qui exige beaucoup de force et le emps de travail est trop long. A cela s'ajoute une rémunération non proportionnelle aux efforts fournis (aujourd'hui deux mille francs par jour, alors qu'un kilogramme de iz varie entre 1200 F et 1400 F). Selon toujours la même personne, il se peut que 'employeur soit malhonnête et leur refuse cette maigre rémunération.[1] Suite aux dures conditions de travail et au salaire dérisoire, ces gens croupissent dans la misère, sans 'espoir de pouvoir s'en tirer un jour.

Quant aux domestiques, le chômage sur les collines a été la raison majeure qui les a poussés à aller tenter leur chance en ville. Un jeune garçon originaire de la colline Rutanga que nous avons interrogé à Kamenge à propos de l'exode rural a répondu : « *Ndi muhira sinaronka n'isabune canke ico nambara, kukubura ico nkora. Ubu nta kibazo nk'ico mfise .*» Littéralement, « *Quand j'étais à la maison, je ne pouvais obtenir ni d'habits, ni de savon, faute d'emploi rémunéré. Aujourd'hui, cette question ne me préoccupe plus.* »[2]

Bien sûr, selon lui, il a le minimum nécessaire. Mais, si nous poussons plus loin, nous considérons que les travaux domestiques (commerce pour le compte d'autrui, service de cuisine, garde des enfants, etc.) n'offrent pas de garantie à ceux qui les exécutent. Ils ne procurent donc pas la vie toute entière. Malgré cela, nous observons toujours des mouvements vers les villes dans ce même but. Ceux-ci vont surpeupler les zones urbaines qui subiront à leur tour dans l'avenir des taux inacceptables de chômage.

L'exode rural est donc conçu comme l'un des principales attitudes des habitants des campagnes pour pourvoir à la survie. Toutefois, le déménagement des campagnes vers les villes ne leur offre pas une sécurité totale de la vie. Aussi, les emplois sont limités, ce qui engendrait le chômage qui constitue un problème très sérieux pour l'avenir du

[1] NKURUNZIZA Antoine, enquête faite à Kabamba le 31/10/2011.
[2] MUNYENTWARI Frédéric, originaire de Rutanga, employé dans un cabaret à Kamenge, Bujumbura le 20/3/2012.

pays en général. Que pourrait donc être fait pour prévenir le chômage ? Cette question demeure sans réponse dans un pays comme le Burundi où la création d'emplois devient de plus en plus problématique en l'absence d'industries.Le secteur privé n'est pas dynamique, tandis que l'Etat manque cruellement de moyens. L'heure est donc à la débrouillardise surtout pour les jeunes actifs qui doivent faire face à une multitude de besoins pour prétendre à une vie décente.

III.2.3.L'apparition de nouveaux métiers : exemple du taxi-vélo

Nous savons déjà que notre zone d'étude est surpeuplée et que sa population est en plein accroissement, alors que les ressources disponibles continuent à régresser. Nous savons également que cette surpopulation a été à l'origine des déplacements humains vers d'autres régions relativement moins occupées ou vers les villes.

Outre ces types des déplacements, nous observons partout dans la Commune l'apparition de nouveaux métiers. Parmi ces métiers nouvellement nés, on peut prendre le taxi-vélo qui semble attirer nombreux jeunes gens.

L'histoire du métier de taxi-vélo n'est pas ancienne. Elle date de moins d'une décennie. De plus, les premiers initiateurs de ce métier étaient des chômeurs vivant dans les villes, surtout Bujumbura. En effet, le développement du chômage dont l'origine est le sous-emploi visible en milieu rural a poussé à la création de ce métier. Selon ce jeune homme qui exerce le transport des personnes à vélo dans la ville de Bujumbura depuis 2006 et que nous avons interrogé, le manque d'occupation en milieu rural qui est à l'origine de son départ en ville l'a amené à embrasser ce métier[1]. La même source nous a fait savoir qu'il y a beaucoup d'autres jeunes qui ont choisi ce métier comme réponse au chômage persistant.

Dans les années qui ont suivi, l'usage du taxi-vélo est devenu un phénomène général s'observant dans presque tout le pays. Il s'agit d'une alternative à la misère rurale. Le déplacement à travers la Commune nous a permis de recenser six places de taxi-vélo

[1] NYANDWI Oscar, conducteur de taxi-vélo, originaire de la colline Rutanga, Bujumbura, le 20 mars 2012

ıssimilées aux parkings. Nous avons visité et en avons profité pour nous entretenir ıvec quelques conducteurs de vélos. Nombreuses questions posées aux divers nterlocuteurs recevaient des réponses similaires. A titre d'exemple, voici l'expression l'un conducteur de taxi-vélo rencontré au centre surnommé « Kiriri » sur la colline Kabamba. Il s'exprimait à propos de la motivation à prendre ce nouveau métier : *« Umwuga wanje mukuru ni uburimyi. Naje aha kuko agatongo mfise kadashoboye gutunga umuryango wanje. Ndabibonye uko naciye negera aba bagenzi turikumwe baranyinjiza mu mugwi wabo. »* Littéralement, *« Ma principale carrière est l'agriculture. Je suis venu ici parce que ma parcelle ne pouvait plus faire vivre ma famille. Comme elle se révéla insuffisante, j'ai préféré approcher les membres de ce groupe-ci et on m'a intégré. »*[1] Nos questions se sont poursuivies afin de savoir si le revenu tiré du taxi-vélo pourrait satisfaire à tous les besoins de la famille. Voici la réponse de ce paysan approché: *« Ni ko ingorane ntizibura. Ariko duke iyo tubonetse umuntu aca yongereza ku twavuye mu burimyi, kuko ntitubuheba burundu. »* On pourrait traduire ainsi : *« Bien sûr les problèmes ne manquent pas. Mais le peu que nous percevons complète les faibles rendements provenant des champs, puisque l'exercice de ce métier n'implique pas le fait de renoncer définitivement aux travaux agricoles. »*[2]

Nous pouvons donc dire que l'apparition du métier de taxi-vélo dans la commune de Gashikanwa est la conséquence du surpeuplement qui a réduit les exploitations agricoles. Avant la manifestation des « effets pervers » dans l'économie agricole[3] par ce surpeuplement, le métier de taxi-vélo n'avait pas de rôle à jouer dans la commune comme dans la société burundaise. Ce moyen de déplacement était plutôt non lucratif et était utilisé pour des déplacements personnels.

---

[1] NIYONKURU Pascal, enquête faite à Kabamba le 30/1/2012.
[2] NSANZAMAHORO, enquête faite à Kabamba le 30/1/2012.
[3] ROBATEL, J.-P., et alii, Op.Cit, 1974,p.28.

II.3.Critiques et perspectives

D'après les résultats de l'approche sociologique de la fécondité faite par NAVAS et es collaborateurs, *« dans la tradition burundaise, la première richesse de la famille st la fécondité est la richesse en terre, en biens vient l'étayer. A quoi lui sert toute sa ichesse s'il n'a pas d'héritiers ? Un seul enfant c'est comme rien. En raison du taux levé de mortalité infantile, il fallait en enfanter beaucoup pour en garder quelques ns au moins»*[1]. La société burundaise ancienne considérait une famille nombreuse omme une main-d'œuvre potentielle pour l'exploitation foncière. En plus, les Burundais enfantaient beaucoup suite à la crainte de la forte mortalité qui aurait mporté tous leurs enfants s'ils auraient été peu nombreux. L'enfant était aussi onsidéré comme une « sécurité sociale » pour les vieux jours.

Actuellement, la réduction progressive des exploitations agricoles et l'entrée dans 'économie monétaire pour certains ont amené à considérer l'enfant comme une harge, et non une richesse. Ce nouveau regard sur la progéniture est plus manifeste ans les villes qu'à la campagne.

Le mieux serait, dans ce cas, de revoir le rythme de la fécondité et de passer à un ouvel ordre socio-économique renonçant aux mentalités traditionnelles. Tout acteur u'il soit politique ou social est donc interpellé à s'impliquer dans l'affaire selon la lace qu'il occupe dans la société, afin de prévoir un avenir meilleur de la population t, par voie de conséquence, de la nation.

A partir de ces idées précédentes, on peut se poser une série de questions : les acteurs olitiques et sociaux burundais seraient-ils conscients du drame provoqué par la urpopulation ? Y aurait-il une volonté sinon un effort consenti pour relever, voire radiquer les défis de la surpopulation ? De telles questions trouvent difficilement de éponses. Il faudrait une réflexion profonde afin de trouver des réponses plus ou moins onvenables à la problématique dans nos pays pauvres et physiquement saturés.

---

[1] NAVAS, J., Op.Cit, p.51.

Dans les décennies précédentes, bien que de nombreuses conférences mondiales sur la population[1] fussent tenues, le Burundi dont la population était imprégnée de comportements natalistes, n'avait pas encore pris conscience des difficultés que provoque la surpopulation. Or, dans ces dernières années, la situation est précaire. Les litiges liés aux conflits fonciers réglés par le tribunal de résidence de Gashikanwa, de même que les cas de crime intra-familiaux témoignent de la gravité de la situation. Nous avons déjà évoqué les cas de litiges familiaux dus à l'insuffisance des terres ; nous n'y revenons pas. Mais, face aux discordes qui engendrent la haine, voire le crime entre frères d'une part, et entre parents et enfants, d'autre part, les pouvoirs publics commencent à réagir. L'exemple est celui de la création de la commission nationale des terres et autres biens(C.N.T.B).

Alors que depuis quelques années c'est la société civile financée par le F.N.U.A.P. qui avait éprouvé la volonté de sensibiliser la population sur la planification familiale[2], le gouvernement se sent aujourd'hui interpellé à s'engager dans le contrôle des naissances.

Pour GENDREAU, *« les premières politiques de limitation des naissances dans le Tiers-Monde datent du début des années cinquante : 1952 en Inde, 1953 en Egypte, .. »*[3]. Ces politiques sont récentes pour cet auteur, mais, elles sont anciennes si on les compare à celles prises par le Burundi. Ce n'est qu'en 2005 que l'Etat burundais a mis sur pied le programme de gratuité des soins aux femmes à la maternité et aux enfants de moins de cinq ans dans l'objectif d'améliorer la santé de la mère et de l'enfant. Y aurait-il eu des mesures d'accompagnement dans le sens de prévenir les effets néfastes qui empêcheraient la réussite de ce programme ? On ne le croit pas. En tout cas, les structures de santé (hôpitaux et centre de santé) appelés à appliquer cette politique manquent cruellement de moyens pour y parvenir.

Les résultats des enquêtes et des recensements généraux ont montré que jusqu'en 2009, l'indice synthétique de fécondité, conçu comme « le nombre moyen d'enfants

---

[1] Conférences mondiales sur la population : Bucarest en 1974, Mexico en 1984, Le Caire en 1994.
[2] DUPAQUIER, M., Démographie, 1ère éd., Paris, P.U.F, 2001, p.229.
[3] GENDREAU ,F, Op.Cit, p.422.

qu'aurait une femme durant toute sa vie de procréation, si elle était soumise à la fécondité du moment »[1], était de six enfants par femme. Il faudrait donc appliquer la politique en faveur de la réduction de la mortalité et celle en faveur de réduction de la natalité de manière concomitante.

Il est prouvé que *« dans la période où la majeure partie des naissances, selon les conditions naturelles et économiques locales, n'atteignent pas l'âge adulte, la forte natalité est perçue à la fois comme une réponse et un gage contre la forte mortalité infantile »*[2]. Ce comportement serait commun à toutes les populations à régime démographique naturel, y compris celles de l'Europe pré-industrielle . « La mortalité des nouveau-nés (avant le sevrage) était telle que la fécondité élevaée agissait comme un agent régulateur : la survie, la reproduction des populations comme des familles en découlaient. »[3] Cette hypothèse est vérifiable dans le cas de la société burundaise traditionnelle. A l'état actuel des choses, la situation peut être réglée suite aux progrès de la médecine, accompagnés d'un encadrement efficient des populations en matière de la santé publique. Au cas où la population serait convaincue que les maladies et épidémies ont connu un recul remarquable, elle n'hésiterait pas de limiter les naissances.

Dans la perspective de décourager la surnatalité, le B.C.R, en collaboration avec le F.N.U.A.P a élaboré les projections démographiques sur vingt ans, de 2009 à 2030. Ainsi, la vision 2025 préconise en matière de la fécondité la cible de trois enfants par femme[4]. Pour parvenir à cette vision, la combinaison de plusieurs politiques s'impose. En effet, la sensibilisation sur la limitation des naissances, la préservation de la santé infanto-juvénile et l'instruction seraient peut-être des faits essentiels qui contribueraient dans l'application des mesures conduisant à la vision de trois enfants

[1] République du Burundi, Ministère du plan et du développement communal, ISTEEBU, Annuaire statistique du Burundi 2009, n°74, Bujumbura, juillet 2011, p.8.
[2] NGAYIMPENDA, E., La transition démographique en situation coloniale : le cas du Burundi (1930-1960), mém., Bujumbura, U.B, 1984, p.67.
[3] THIBON, C., Fécondité et transition démographique au Burundi, in cahiers d'Histoire I, avril 1983, U.B, pp.34-35. Cité par NGAYIMPENDA, E., Op. Cit., p.69.
[4] Ministère de l'Intérieur, B.C.R, R.G.P.H 2008, projection démographique, p.10.

par femme. L'ensemble de ces programmes nécessitent sans doute des moyens mportants pour leur mise en œuvre.

La sensibilisation en faveur de la conception qui est à la page aujourd'hui ne pourrait pas réussir en dehors des programmes ci-haut cités. Au Burundi ancien, la pratique de la contraception demeurait inconnue des populations. Comme nous le soulignions antérieurement, dans notre pays, « *la procréation est perçue comme une voie de salut conférant honneur et respect à la femme et par conséquent, la stérilité de même que le célibat prolongé sont dévalorisés dans la société burundaise* »[1]. Notre zone d'étude est manifestement victime de cette vision. A notre avis, l'usage des méthodes contraceptives ne pourrait être adopté par les populations rurales que si les programmes sanitaires et éducatif sont appliqués de manière efficiente. La population ne peut en effet sortir de la vieille mentalité qu'après avoir été rassurée sur la santé durable de leur enfant. Plus encore, une personne instruite comprend rapidement la valeur de la contraception dans une zone surpeuplée. L'instruction provoque également un recul très remarquable de l'âge au mariage de la personne concernée.

On comprendra donc ici que la réduction de la fréquence des maladies épidémiologiques suite aux progrès de la médecine donnerait à l'enfant la garantie d'une bonne santé. Combattre l'analphabétisme serait également une des voies de régulation des naissances. Le recul de l'âge au mariage et la conception en faveur de la contraception apporterait ainsi une contribution remarquable. L'enfant autrefois considéré comme une richesse dans l'économie agricole, serait bien compris par la personne instruite comme une charge dans la société à économie monétaire. Pour parvenir donc au résultat de trois enfants par femme, la sensibilisation envisagée par l'Etat profiterait beaucoup de la réussite de ses politiques sanitaires et éducatives.

Enfin, la promotion du développement socio-économique du pays en général, et des entités locales en particulier, est donc conditionnée par la disponibilité des moyens, y compris financiers. Mais ces moyens sont-ils disponibles pour l'exécution des programmes renvoyant à la vision 2025 ? L'histoire nous le dira.

---

[1] NGAYIMPENDA, E, Op. Cit., p.67.

Conclusion du chapitre

Tout au long de ce dernier chapitre, nous avons relevé le poids de la croissance démographique sur la vie de la population de notre zone d'étude. En effet, la terre, ressource économique de première importance, la réduction de la taille des exploitations agricoles s'est soldée par de dures conditions de vie et a été dans certains cas à l'origine de la haine intra-familiale. En conséquence, la population de Bashikanwa est dans sa grande majorité plongée dans la pauvreté extrême.

Dans l'impossibilité de vivre de la production agricole, de nombreuses personnes affectées ont pris de nouvelles orientations. C'était dans le but de compléter le revenu agricole, voire remplacer l'activité agricole par une autre jugée plus rentable que cette dernière. C'est dans cette perspective que nombreux se sont consacrés aux travaux de la maçonnerie, d'autres devenant des aide-maçons, d'autres encore quittant définitivement leurs collines vers les régions faiblement occupées, d'autres enfin se consacrant au métier de transport de personnes par des taxi-vélos. Malgré ces initiatives, demeurées individuelles, les conditions de vie des populations restent globalement précaires. Celles-ci ont besoin de l'appui des pouvoirs publics pour d'une part, trouver une solution durable au problème démographique qui les hante et promouvoir des politiques de développement économique susceptibles de suppléer l'inefficacité du système agraire, d'autre part.

:ONCLUSION GENERALE

.a question de population est devenue, ces dernières années une préoccupation najeure pour le Burundi. L'analyse qui a été consacrée à notre zone d'étude n'était pas ın fait du hasard. Elle a été d'un intérêt particulier. Il s'agissait d'une volonté de hoisir un espace limité inconnu au niveau de son évolution spatiale et lémographique, ainsi que l'impact de cette évolution démographique sur le bien-être le la population.

)ans un premier temps, nous avons relevé les aspects géographiques en même temps]ue nous avons voulu montrer les ressources économiques de la Commune pour :omprendre leur influence sur la démographie de la région.

:n effet, l'appartenance de la Commune Gashikanwa à une seule région « naturelle » les plateaux lui a conféré des caractéristiques significatives. Le relief est fait d'une ıltitude qui varie entre 1500 m et 2000 m avec des collines généralement basses de 'aibles pentes, le climat est favorable avec alternance des saisons et les sols sont 'ertiles. La région est globalement propice aux activités agricoles qui occupent par ıilleurs près de 90% de la population active.

;ur le plan historique, les dimensions actuelles de la commune ne datent pas de très ongtemps. Elles ont été perçues comme étant le résultat de profondes mutations)olitico-administratives en vertu d'une série de lois et règlements. D'ailleurs, 'appelation de Gashikanwa est apparue en 1960 et son territoire dérive des deux)arties des anciennes chefferies Bweru-Butamenwa et Buyenzi-Bweru. Après de ongues modifications, le dernier décret n°1/29 du 24 septembre 1982 a fixé les limites :t a doté la commune de trois zones, les collines passant de 43 à 24 en 1990.

;ur le plan économique, la Commune est essentiellement rurale, avec des méthodes l'exploitation agricoles encore rudimentaires. L'agriculture essentiellement vivrière :st associée à l'élevage avec des rendements faibles, alors que la population y est sans :esse croissante.

La seconde partie de notre analyse a porté sur les aspects démographiques de la Commune. Tout d'abord, le regard rétrospectif sur le concept « démographie », ainsi que ses diverses approches par des auteurs de tendances divergentes a été nécessaire pour aborder la suite de notre réflexion.

Le traitement des données des trois recensements généraux, des enquêtes démographiques et de l'état-civil nous a montré que la population est en croissance continue. D'une densité moyenne de 284 habitants au km² en 1990, la Commune est passée à 399,8 habitants au km² en 2008. Eu égard à ces chiffres, il est normal que notre Commune soit classée parmi les zones les plus peuplées du pays. Ce constat ne nous exonère pas de tenir compte des disparités intérieures manifestes.

La répartition inégale de la population a révélé des collines à densités plus importantes que d'autres. Ceci est d'autant vrai qu'en 2008, cinq collines de recensement dépassaient de loin 500 habitants au km², tandis que d'autres étaient encore en dessous de 300 habitants au km². Les facteurs topographiques et historiques ont été avancés comme étant les plus importants dans l'explication de l'occupation humaine de cette zone[1].

Il apparaît également une supériorité de l'effectif des femmes sur celui des hommes, avec un écart de 3% et même plus qui demeure la règle. Qui plus est, cette population est caractérisée par son extrême jeunesse : 44,3% de la population ont l'âge inférieur à 15 ans. Cela nous a conduit à conclure que cette population comprend un taux extrêmement élevé de personnes à charge dans la catégorie des jeunes.

Quant à sa dynamique, c'est une population qui, depuis longtemps a été caractérisée par une forte fécondité liée aux âges plus bas au mariage ; ce qui a ramené à la natalité élevée. La mortalité, bien qu'étant élevée est restée inférieure à la natalité. Elle tend ces dernières années à diminuer, tandis que la natalité demeure élevée, d'où une population en plein accroissement.

---

[1] Voir p. 33du présent travail.

Dans le dernier chapitre, nous nous sommes préoccupé à rechercher et à mettre à la ɔortée de tout lecteur intéressé par notre dissertation, l'impact de la pression lémographique sur le bien être de la population. En effet, la forte fécondité entraînant a forte occupation humaine des terres de notre zone d'étude, a été tenue comme la ource principale de la détérioration des conditions de la population. Le domaine ocio-économique étant extrêmement touché par la crise de surpeuplement, le ɔroblème a dépassé le cadre de la Commune et est actuellement généralisé à 'ensemble du pays.

Pour tenter de sortir de l'impasse, certaines personnes ont cherché à adopter de ıouveaux modes de vie, mais les difficultés persistent. Dans l'objectif de réduire cet ɔbstacle au bien être des familles et par voie de conséquence à leur développement ocio-économique, le F.N.U.A.P s'est mis à financer les programmes de sensibilisation n faveur de la planification des naissances. Mais, ce n'est que très récemment que le ɔouvoir public a commencé à s'intéresser au problème. C'est ainsi qu'en commun ıccord avec le F.N.U.A.P, l'Etat burundais a élaboré une politique exigeant à se limiter ı trois enfants par couple. Mais quelle voie avait-elle été préconisée pour l'application le cette mesure ? Jusqu'aujourd'hui, c'est l'usage des méthodes de contraception nodernes qui est proposé. Or, la mentalité en faveur de la fécondité, l'analphabétisme t la mortalité infanto-juvénile existant encore en milieu rural viennent mettre en mal a réussite du programme. La sensibilisation sur la limitation des naissances pour la ɔoursuite de la « vision de trois enfants » par couple doit s'appuyer sur une éducation le masse et une politique de santé à même de venir à bout de la mortalité souvent nfantile.

Au terme de ce travail, nous ne prétendons pas avoir épuisé le sujet, mais nous espérons que le présent mémoire servira à la connaissance de la zone qui était jusqu'à ors inconnue. Il pourra également inspirer d'autres chercheurs intéressés par ce type le monographie.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I.Ouvrages généraux

1. ACQUIER (J.L) et alii, Atlas du Burundi, Université de Bordeaux, France, 1979, Planche 6.

2. ARMENGAND (A), Les Français et Malthus, Paris, P.U.F, 1975, 142p.

3. BARTHELEMY (P.), GRANIE (R.) et ROBERT (M.), Démographie et société, Paris, Armand Colin, 2007, 205 p.

4. BEAUJEU-GARNIER (J.), Géographie de la population, Paris, Genin, 1965, vol.1, 435p.

5. BERGEN (D.W), Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi : données de la superficie et de la population par colline de recensement, ISABU, 1992, 144 p.

6. BIDOU (J.E) et alii, Géographie du Burundi, Paris, Hatier, 1991, 288p.

7. CALDWELL (J.C), Croissance démographique et évolution socio-économique en Afrique de l'Ouest, New York, The population council, 1973, 1028 p.

8. CLAVAL (P.) et alii, Population et démographie, Paris, Librairie Larousse, 1976, 125 p.

9. DUPAQUIER (M.), Démographie, 1ère édition, Paris, P.U.F, 2001, 241 p.

10. DUPAQUIER (J.), Introduction à la démographie historique, Paris, Gamma, 1974,125 p.

11. DUMONT (G-F), Démographie politique, Paris, Ellipses, 2007, 498 p.

12. Encyclopaedia Universalis, Paris, 1990, Vol.14, 1051 p.

13. GAHAMA (J.), Le Burundi sous l'administration belge, Paris, Karthala, 2011, 467 p.

14. GENDREAU (F.), Population de l'Afrique : Manuel de démographie, Paris, Karthala, 1993, 463 p.

15. LAVEDAN (P), Géographie des villes, Nouvelle édition, Gallimard, 1959, 212 p.

16. MANENG-MA-KONG, Introduction à la démographie, Lubumbashi, P.U.Z, 1975, 122 p.

17. MATHIEU (J.-L.), Les grands problèmes de populations, Paris, P.U.F, 1994, 127 p.

18. MWOROHA (E.), S/Dir, Histoire du Burundi : Des origines à la fin XIX^{ème} siècle, Paris, Hatier, 1987, 272 p.

19. NATIONS UNIES, Aperçu de la situation démographique dans le monde en 1989 avec rapport spécial sur les tendances et les politiques démographiques des pays les moins avancés, New York, D.A.E.S.I, 1991, 36 p.

20. NATIONS UNIES, Causes et conséquences de l'évolution démographiques : Nouveau compendium de conclusions relatives à l'interaction des facteurs démographiques, économiques et sociaux, New York, vol.1, 1978, 698 p.

21. NATIONS UNIES, Dynamique de la population : Fécondité et mortalité en Afrique, Liberia, Monrovia, 1979, 685 p.

22. NATIONS UNIES, Perspectives de baisse du taux de fécondité dans les pays à taux de fécondité élevé, New York, Bulletin démographique, 2006, n^{os} 46/47, 2002, 362 p.

23. NAVAS (J.), S/Dir., Famille et fécondité au Burundi : Approche sociologique, Bujumbura, Presses Lavigerie, 1977, 163 p.

24. Nouveau Larousse Universelle, Paris, Librairie Larousse, 1969, Vol.2, 868p.

25. PRESSAT (R.), Analyse démographique : Concepts, méthodes, résultats, Paris, P.U.F, 1973, 321 p.

26. PRESSAT (R.), Démographie sociale, 2ème éd., P.U.F, 1978, 192 p.

27. RESSAT (R.), Dictionnaire de démographie, Paris, P.U.F, 1979, 295 p.

28. ROBATEL (J.-P.), Les problèmes de la population au Burundi, Bujumbura, UB, 1974, 172 p.

29. ROLLET (C.), Introduction à la démographie, 2ème éd., Paris, Armand Colin, 2006, 128 p.

30. SAUVY (A.), Eléments de démographie, Paris, P.U.F, 1976, 391 p.

31. THIBON (C.), « Fécondité et transition démographique au Burundi ». Cahiers d'Histoire n°1, Bujumbura, U.B, 1983.

32. THIBON (C.), Histoire démographique du Burundi, Paris, Karthala, 2004, 438 p.

2. Mémoires

1. BAHENDA (S.-R), Les effets de la croissance démographique sur les coûts de l'enseignement primaire au Burundi : 1969-1979, Bujumbura, ISCAM, 1980, 100 p.

2. BARIMWOTUBIRI (J.-B.), L'agglomération de Ngozi : Etude géographique, Bujumbura, U.B, 1982, 120 p.

3.BAZOMBANZA (P.), Evolution socio-économique du territoire de Ngozi de 1940 à 1945, Bujumbura, U.B, 1988, 122 p.

4. BUKURU (A.), Evolution socio-démographique de la colline Gitanga (1979-2002), Bujumbura, U.B, 2005, 73 p.

5. HATUNGIMANA (A.), La caféiculture et son impact socio-économique en territoire de Ngozi (1930-1960), Bujumbura, U.B, 1990, 161 p.

6. KAMIKAZI (J.), Impact de la croissance démographique sur l'évolution socio-économique de la Commune Matana (1979-2008), mém., Bujumbura, U.B, 2011, 89 p.

7. KIRIMUTUMYE (J.-P.), Impact de la croissance démographique sur l'évolution de l'exploitation rurale : Commune de Ryansoro, Bujumbura, U.B, 1998, 151 p.

8. NAHIMANA (I), -Evolution démographique de la commune Kiganda (1942-1990), Bujumbura, U.B, 1996, 89 p.

9. NDIKUMANA (L.), Croissance démographique et équilibre alimentaire au Burundi, Bujumbura, U.B, 1986, 186 p.

10. NDIKURIYO (F.), Impact des politiques de population au Burundi : cas de la commune Matana, Bujumbura, U.B, 1996, 137 p.

11. NGAYIMPENDA (E.), La transition démographique en situation coloniale : le cas du Burundi (1930-1960), Bujumbura, U.B, 1984, 221 p.

12.NZITONDA (J.-B.), Impact du milieu naturel et l'action de l'homme sur la mise en valeur agricole en commune Muramvya, Bujumbura, U.B, 2002, 139 p.

3. Rapports et Enquêtes statistiques et articles divers

1. F.N.U.A.P, Problèmes démographiques, dossiers d'information, 1996.

2. F.N.U.A.P, Perspectives en matière de population. Déclaration des dirigeants mondiaux, New York, 2ème éd., 1985.

3. GAHAMA (J.), L'organisation territoriale du Burundi,inédit, Syllabus de cours, 1ère Licence Histoire, U.B, 1991, 89 p.

. Rapports mensuels et annuels de l'Etat-civil.

. Registres de l'Etat-civil pour la période concernée.

. République du Burundi, Ministère de l'Intérieur, Département de la population, .G.P 16-30/8/1979, Résultats définitifs de la province de Ngozi, Tome II, vol.VIII.

. République du Burundi, Ministère de l'Intérieur et du Développement des ollectivités locales, R.G.P.H 16-30/8/1990, Résultats définitifs, Tome II, vol.XIII, 992.

. République du Burundi, Ministère de l'Intérieur, B.C.R, R.G.P.H 2008, Résultats réliminaires commentés, Bujumbura, octobre 2009.

. République du Burundi, Ministère du Plan et du Développement Communal, Monographies provinciales et communales, 2006.

0. République du Burundi, Ministère de la Planification et du Développement ommunal, ISTEEBU, Annuaire statistique du Burundi 2000, n°65, Bujumbura, évrier 2004.

1. République du Burundi, Ministère de la Planification, du Développement et de la econstruction nationale, Politique sectorielle, Bujumbura, juin 2006.

2. République du Burundi, Ministère de la Planification, du Développement et de la econstruction, ISTEEBU, Annuaire statistique du Burundi 2009, n°74, Bujumbura, uillet 2011.

. Lois et Règlements

. République du Burundi, Constitution adoptée par le comité central du parti UPRONA, approuvée par le référendum du 18/11/1981 et promulguée le 20/11/1981.

. République du Burundi, Cabinet du Président, Décret n°100/55 du 5/4/2010 portant ublication des résultats définitifs du troisième R.G.P.H 2008.

ANNEXE : Liste des personnes enquêtées

méro	Nom et prénom	Colline	Année de naissance	Fonction
	BANKUWUNGUKA Venant	Sabunda	-	Cultivateur
	BAPFAMUKANWA Gaspard	Kabamba	1947	Cultivateur
	BATURURIMI	Nini	1980	Cultivateur
	BIMENYIMANA Jean	Buhoro	1987	Conducteur de taxi-vélo
	BUTOYI Médiatrice	Rutanga	1979	Cultivateur
	GAHENE Jean Berchmans	Maruri	1952	Cultivateur
	HABINTWARI	Kabamba	1984	Maçon
	HABIYAMBERE Jeannette	Rutanga	1977	Cultivatrice
	INANDABUNGA Adelaïde	Rutanga	1942	Cultivatrice
	KANKINDI Godefride	Nini	1990	Cultivatrice
	KANYANGE Immaculée	Cihonda	1985	Cultivatrice
	KARORERO Prudence	Gatukuza	1960	Cultivateur
	KIDENDE Constantin	Nyarugunda	1957	Agent d'état-civil
	KUBWIMANA Jean	Gatare	1982	Cultivateur
	KUBWIMANA Pierre	Rwizingwe	1965	Cultivateur
	MBARUSHIMANA Félix	Cihonda	1982	Cultivateur
	MIBURO Pélagie	Gashikanwa	1967	Enseignante
	MIBURO Susanne	Gatukuza	1981	Cultivatrice
	MINANI Isaac	Kabamba	-	Cultivateur
	MIZERO Sidoine	Gashikanwa	-	Directeur du Co.Co Gatobo
	MPOZENZI Audace	Kabamba	1964	Maçon
	MUKESHIMANA Jérôme	Kabamba	1977	Conducteur de taxi-vélo
	MUKUNDABANTU Alfred	Kivumu	1987	Cultivateur
	MUNYANA Sylvie	Gatare	1975	Cultivatrice
	MUNYENTWARI Frédéric	Rutanga	1986	Employer pour la vente des boissons
	NDABACEKURE Clémence	Nini	1957	Cultivatrice
	NDABARUSHIMANA Francine	Nini	1984	Cultivatrice
	NIMBONA Francine	Kinyami-Ngozi	-	Juge, vice-président du tribunal de résidence Gashikanwa
	NIRAGIRA Daniel	Sabunda	-	Cultivateur
	NIYONKURU Pascal	Rutanga	1982	Conducteur de taxi-vélo

	NKURIKIYE Espérance	Gatukuza	1986	Cultivatrice
2	NKURUNZIZA Antoine	Kabamba	1978	Cultivateur+aide maçon
3	NKURUNZIZA Pamphile	Maruri	-	Conseiller technique de l'Administrateur communal
4	NSANZAMAHORO Salvator	Rutanga	1979	Conducteur de taxi-vélo
5	NSHIMIRIMANA Godelième	Gatukuza	1986	Cultivatrice
6	NSHIMIRIMANA Jean-Claude	Sabunda	1978	Enseignant
7	NSHIMIYE Théophile	Remera	-	Directeur du Co.Co Remera
8	NTAHOMENYEREYE Claude	Gatare	1959	Cultivateur
9	NTIBANTUNGANYA Gilbert	Buhoro	1975	Chef de colline
0	NYAMBERE Edouard	Kabamba	1984	Conducteur de taxi-vélo
1	NYANDWI Eric	Nini	1985	Commerçant
2	NYANDWI Oscar	Rutanga	1986	Conducteur de taxi-vélo
	Prosper	Gashikanwa	-	Comptable communal
4	UWIMANA	Butaha	1953	Cultivatrice